

LE
MONDE

Libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 213 — JUIN 1975 — Prix 4 F

30^e CONGRÈS



INTENSIFICATIONS NOS LUTTES

CONTRE

- LE CAPITALISME
- L'ARMÉE
- L'ÉGLISE



**SUPPORTS DU
FASCISME INTERNATIONAL**

FO P 2520

activités de la fédération anarchiste

COURS DU GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL

Tous les jeudis soir à 20 h 30
10, rue Robert-Planquette
PARIS-18^e

Métro: Blanche ou Abbesses

Le mois dernier nous avons clôturé notre série de cours sur l'économie du système capitaliste. Ces études ont porté sur l'analyse du système monétaire internationale et du capitalisme d'Etat marxiste-léniniste.

Ce mois-ci nous clôturerons notre série de cours par une étude de Maurice Joyeux sur l'économie gérée par les travailleurs.

Cette étude terminera notre cycle de cours de cette année. Elle est donc très importante puisqu'elle est la conclusion de nos réflexions faites au cours de toutes nos analyses.

● JEUDI 5 JUIN

L'économie gérée par les travailleurs, par Maurice Joyeux.

Le directeur de la publication
Maurice Laisant
Imp. « E.P. »
232, rue de Charenton, Paris-12^e
Diffusion S.A.E.M.
Transports Presse
Commission paritaire: N° 55.635
Dépôt légal 2^e trimestre 1975

COMMUNIQUE

Le groupe de Montpellier, dans le cadre de ses réunions d'études et de recherches annonce pour le samedi 14 juin un portrait de Bakounine présenté par F. Peyre à 21 h.

Le groupe libertaire Louise Michel assure une permanence ouverte aux sympathisants dans son local, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e, chaque samedi à partir de 17 h 30. Des thèmes de discussion pourront se former au cours de ces permanences.

Gervasoni a entamé une grève de la faim le 6 mai. Notre camarade est en effet insoumis depuis le 16 avril 1972 et considère que c'est un dernier recours pour réclamer le droit politique de vivre comme les autres et non plus en clandestinité. La Rédaction

Communiqué de la Fédération Anarchiste

Paris le 8 mai 1975.

Après la lutte des femmes qui leur a permis d'obtenir le droit à la contraception et à l'avortement, et face à la triste réalité sociale et juridique qui maintient dans l'illégalité la vasectomie, la F.A. demande à tous les stérilisés de participer, dans le cadre de la lutte pour la libéralisation de cette méthode de contraception, aux « PREMIERES ASSISES DE LA VASECTOMIE » qui auront

La Fédération Anarchiste dénonce la parodie de procès que l'Etat allemand mène contre les membres du groupe maoïste de Baader-Meinhoff.

Elle ne peut que réprouver également l'amalgame, maintes fois dénoncé par nous, fait entre anarchisme et terrorisme.

En Espagne (procès de la OLLA), en Italie (procès Marini) ou en Allemagne (arrestation de nombreux libertaires), les dirigeants européens dirigent leur répression contre le mouvement anarchiste social.

Pour nous, il semble que devant la faillite des programmes capitalistes ou marxistes, les travailleurs voient un dernier espoir de transformation de leur condition, dans les propositions anarchistes: gestion directe et ouvrière, émancipation de l'être humain, abolition du salariat, antimilitarisme ou affirmation de la liberté pour tous, etc. l'égalité entre tous.

Cette révolution économique, sociale et morale que proposent les

lieu le 15 juin 1975, à Paris.

Les temps sont mûrs pour les stérilisés, de sortir de la clandestinité, et qu'enfin le problème soit posé devant l'opinion. Ce qui implique votre active participation.

Appel est fait à tous les stérilisés ou partisans de la stérilisation à prendre contact avec la Fédération Anarchiste, Relations Extérieures, 3, rue Ternaux, Paris, 75011. FEDERATION ANARCHISTE.

anarchistes n'est pas sans faire trembler sur leurs trônes, ceux qui nous gouvernent. Les dirigeants n'ont qu'un seul moyen pour se maintenir dans leurs privilèges: créer une psychose de la terreur, assimiler toutes les violences au mouvement anarchiste, assufler une réelle domination par de nouvelles lois « sclérates », supprimant toute éventuelle contestation venant des couches laborieuses, user de la violence institutionnelle, enfin supprimer physiquement les propagandistes de l'anarchie.

Tel est l'enjeu réel des procès spectaculaires, des assimilations mensongères, de cette campagne anti-anarchiste que nous avons maintes fois dénoncés: ne sachant combattre nos idées, les ennemis de la liberté utilisent tous les moyens, y compris la provocation policière ou la manipulation, comme le climat politique français nous le fait présentier.

Fédération Anarchiste.

PRÈS DE NOUS

Deux membres du groupe « Insoumission Collective Internationale » ont été arrêtés.

Il s'agit de Bernard MOREAU et Marc THIVOLLE.

Le premier vendredi dernier dans la région nantaise, le second à l'audience du tribunal militaire de Lille à laquelle il assistait.

Ils ont entamé une grève de la faim dès leur arrestation.

En réponse « I.C.I. » publie les noms de trois nouveaux insoumis ayant rejoint le groupe.

Dominique MATAYER;
Malik REZKALLAH;
Wolfgang SPIEGEL.

Nous rappelons qu'à Lyon, cinq insoumis incarcérés poursuivent une grève de la faim depuis le 30 avril.

Il s'agit de Dennis BERTON et Jacques BESSIA (membre de I.C.I.), de Michel ALBIN, Gérard NOLLET et Jean-François PRATS.

Le centième n° d'« UNION PACIFISTE » (1) paraît le 1^{er} juin 1974.

Ce numéro spécial de l'organe des pacifistes intégraux, dont une page est consacrée à Louis LECOIN à l'occasion du 4^e anniversaire de sa mort, a été réalisé avec la collaboration de:

Jean AUTHIER, Pierre VALENTIN, BERTHIER, CAVANNA, Bernard CLAVEL, Pierre-Gabriel FABREGUES, Jean GAUCHON, Robert JOSPIN, Maurice LAISANT, Roger LAHRER, Jacques METIVIER, Roger MONCLIN, Théodore MONOD, Gilbert NICOLAS, Roland PILOU, Robert PROIX, Raymond RA-

A Melun s'est déroulé le procès de « sept meneurs » de mutinerie de prison. Ces hommes dont le plus vieux est âgé de 26 ans ont été condamnés à des peines allant de 6 mois à 1 an de prison. Ce procès s'est terminé à huis-clos sans les accusés et les avocats qui ont refusé de plaider. En effet ces « meneurs » avaient déjà en quelques sortes supporté la répression policière en ayant fait 45 jours de mitard. Il a été fait appel. Cette affaire est à suivre.

La Rédaction

Réunion

des Amis de HAN RYNER
Samedi 14 juin, à 20 h 45
Salle des « AMIS »,
114 bis, rue de Vaugirard
« SOIREE DU SOUVENIR
DE GEORGETTE RYNER »
On lira des textes d'elle
Invitation cordiale aux sympathisants.

GEAU, Albert RATZ, Henri ROSER, Noël SALABERT, Jean TOULAT et les dessinateurs CABU et TORO.

(1) UNION PACIFISTE, mensuel de l'UNION PACIFISTE DE FRANCE, section française de l'International des Résistants à la Guerre, 4, rue Lazare Hoche, 92100 Boulogne.

ERRATUM

Dans le numéro de mai du M.L., l'article intitulé « Multiplicationnelles et sous-développement » de Louis DEVOS a été attribué par erreur à Joseph BERNET-ROLLANDE.

Groupes de la Fédération Anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relation Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

AIN

OYONNAX. Groupe Libertaire.

BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER

MONTLUÇON-COMMENTRY.

Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTES-PROVENCE

Liaisons Anarchistes. Contacts et informations. Problèmes communautaires.

ALPES-MARITIMES

NICE.

Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE

Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE

MARTIGUES. Liaison F.A.

SALON DE PROVENCE.

Liaison F.A.

MARSEILLE

Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME

SAINTES.

Groupe Libertaire Louis Lecoïn.

LA ROCHELLE. Groupe Anarchiste.

CHER

VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD

GUINGUAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS

BESANCON

Groupe Bisontin. Groupe Proudhon.

DROME

EURE-ET-LOIR

CHATEAUDUN. Groupe Libertaire.

BONNEVAL. Liaison Anarchiste.

GIRONDE

BORDEAUX

Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

Le groupe Sébastien-Faure se réunit chaque mois sur convocation.

Une permanence se tient tous les mercredis de 18 h à 20 h au siège, 7, rue du Muguet, ouverte aux camarades et à tous les sympathisants libertaires.

HAUTE-GARONNE

TOULOUSE.

Groupe anarchiste.

HERAULT

MONTPELLIER. Groupe libertaire.

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE

TOURS. Groupe Tourangeau.

CHINON. Liaison F.A.

AMBOISE. Liaison F.A.

JURA

Groupe de Dôle.

LOIRE

SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.

Groupe anarcho-syndicaliste « Ni Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE.

NANTES. Groupe Anarchiste.

Pour tous contacts écrire à N. Leroux, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 Rezé.

Groupe Gaston Couté. Pour tous

contacts écrire à Georges Plou,

194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER

VENDOME. Liaison F.A.

BLOIS. Liaison Blois.

MOR. Liaison F.A.

LOT-ET-GARONNE

AGEN.

Groupe Inceivable Anarchie, édite

« L'Inceivable anarchie ».

LOZERE

MARVEJOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE

ANGERS.

Liaisons F.A.

DURETAL. Liaison F.A.

MAYENNE

LAVAL. Liaison F.A.

MORBIHAN

VANNES. Groupe Anarchiste.

LORIENT. Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE

NANCY.

Liaison F.A.

MOSELLE

METZ. Groupe Libertaire.

NIEVRE

NEVERS. Liaison F.A.

NORD

LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.

Groupe Thaza

PAS-DE-CALAIS

BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND.

Liaison F.A.

PYRENEES-ATLANTIQUES

BAYONNE-BIARRITZ.

Groupe Anarchiste.

PYRENEES-ORIENTALES

Groupe Bakounine.

Edite « le Révolté ».

Local: 2, rue du Cimetière, Saint-

Mathieu, Perpignan.

RHONE

LYON.

Groupe Anarchiste Lyon Espoir.

Liaison pacifiste libertaire.

NEUVILLE. Liaison F.A.

SEINE-MARITIME

LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

BOLBEC LILLEBONNE.

Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

Une permanence se tient tous les

mercredis à partir de 18 heures.

10 bis, rue de l'Avalaise, Rouen.

SOMME

AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR

TOULON.

Groupe Anarchiste.

VAUCLUSE

AVIGNON. Liaison F.A.

VENDEE

Groupe Sables d'Olonne.

VIENNE

LIMOGES.

Liaison F.A.

YONNE

AUXERRE-AVALLON.

Groupe Anarchiste.

PARIS

LIAISON DES POSTIERS - EDITE

« GESTION DIRECTE ».

GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-

MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue

Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE

ou ABBESSES. Permanence assurée

par les militants du groupe, chaque

samedi à partir de 17 h. Contact

avec les militants. Colloques. Pour

tous renseignements, écrire au

local du groupe, 10, rue R-Plan-

quette ou téléphoner au 076-57-89.

13^e, 5^e, 11^e arrondissements

GROUPE ACTION REVOLUTION-

NAIRE ANARCHISTE ASCASO DUR-

RUTI.

13^e, 14^e arrondissements

GROUPE ANARCHISTE ALEXAN-

DRE JACOB.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-

Moulineaux, Meudon

GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

GROUPE LYCEAN ANARCHISTE

11^e arrondissement

GROUPE ANARCHISTE - Contact

Publico.

BANLIEUE SUD

GROUPE KROPOTKINE - Bourg-la-

Reine.

GROUPE ANARCHISTE.

Orsay-Bures

GROUPE LIBERTAIRE FRESNES-

ANTONY.

GROUPE MASSY-PALAISEAU, en

formation.

GROUPE MAKHNOVITCHINA -

Paray-Vieille-Poste.

CERCLE LIBERTAIRE RHONE-POU-

LENC - Vitry-sur-Seine.

GROUPE ANARCHISTE.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Bru-

noy, Chennevières.

BANLIEUE EST

GROUPE ANARCHISTE VOLINE -

Seine-Saint-Denis Sud.

Vincennes.

GROUPE ANARCHISTE. Nogent-Le

Perreux - en formation.

BANLIEUE NORD

GROUPE LA BOETIE - Nord des

Hauts-de-Seine - Accueil: salle du

centre administratif, place de la

Mairie, Anières, 2^e et 4^e mercredi

du mois, à 20 h 30.

GROUPE ANARCHISTE DE POISSY

- en formation.

EDITO

Retour au fascisme 2

EN DEHORS DES CLOUS

La leçon manquée 4
par P.V. Berthier

ACTUALITE

Vive la guerre 5
par Marcel BonnetC.F.T. : fascisme 6
par Bernard LanzaLe 30^e congrès de la Fédération anarchiste 16
par Maurice JoyeuxCoopération ou Duplicité 6
par MichèleLa nouvelle lutte pour la vie 13
par Mathilde Niel

ACTUALITE SYNDICALE

Au Parisien Libéré se joue l'avenir des ouvriers du livre 7
par Alexis PierreRéflexions sur un 1^{er} mai 7
par Micheline

ETUDES

Sur le mouvement anarchiste en France... 8-9
par Maurice LaisantLa révolte permanente de la jeunesse... 15
par Han Regnell

ECOLOGIE

Ecologie et réalité sociale 10
par Emmanuel de Severac

HISTOIRE

Projets du mouvement libertaire 11
par P.M.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Allemagne de l'Ouest, Belgique,... par le secrétariat aux relations internationales 13

Procès Marini 14
par Giuseppe Galzerano

SPECTACLES

A propos de quelques chansons 14
par Carmen

EDITO

Retour au Fascisme

Le mot de liberté, dans la bouche des politiciens n'a jamais été que la plus hypocrite des formules.

A ceux qui en auraient douté, un coup d'œil sur le monde en apporte la preuve la plus formelle.

Non seulement Franco règne toujours sur le cadavre de l'Espagne, non seulement l'Amérique latine est un tissu de dictatures, non seulement les Etats satellites vivent sous le fouet bolcheviste (comme le peuple russe du reste), mais en Allemagne comme en Italie la fascisation du pays s'opère.

Pour l'Italie nous étions fixés, nous savions de quelle manière la police suicide un homme, comment elle a défenestré Pinelli, comment elle a incarcéré Valpreda pour reconnaître son innocence après des années de prison.

Nous savions que, sous ce régime de liberté, il en coûte neuf ans de prison de se faire agresser par les bandes de la voyoucratie mussolinienne ressuscitées.

Il en est de même aujourd'hui pour l'Allemagne.

Sous le prétexte de combattre des actes de terrorisme une autorité affolée et féroce (et d'autant plus féroce qu'elle est affolée) perquisitionne, arrête, pille et au besoin assassine.

C'est ainsi que notre camarade Lothar Gerd est dans les geôles sous l'inculpation de tentative de meurtre envers trois agents de police, alors qu'il voulait simplement désarmer ces derniers.

C'est ainsi que le responsable du journal anarchiste « Befreiung » a été lui aussi arrêté à quatre heures du matin et qu'après perquisition par les sbires d'un gouvernement socialiste... paraît-il ? 4.000 Deutschmark (destinés à l'achat d'une presse d'imprimerie) avaient disparu.

Si cela ne vous rappelle rien, qu'il vous souvienne que c'est de la sorte que l'hitlérisme a commencé.

Mais tout cela se passe de l'autre côté des Alpes et du Rhin, et nos gouvernants peuvent présenter des visages de bons apôtres à qui toute dictature est étrangère.

Alors pourquoi mène-t-on une politique de silence sur la fascisation des anciennes puissances de l'axe ?

Pourquoi des ordres sont-ils donnés à la presse lui interdisant de prononcer le nom de Marini ?

Pourquoi refuse-t-on de nous dire que, sous ces heureux régimes, les grèves sont réprimées à coup de canon ?

Pourquoi ?

Pour nous redécouvrir un ennemi héréditaire, menaçant le territoire de la plus pacifique des nations... même si elle détient le record de la participation à la guerre.

L'ennemi héréditaire nous faisait défaut depuis quelque temps, et l'on pouvait se demander pourquoi l'on s'armaient jusqu'aux dents, dans un univers où, grâce à notre géniale politique, on ne comptait que des amis.

Et l'un de ces quatre matins l'on jettera sur la place publique l'information d'une menace fasciste et l'on verra cette même presse musclée, glapir comme un cochon de lait et tenter d'affoler l'opinion.

Le scénario n'est pas mal monté, même s'il ne brille pas par la nouveauté.

Qu'attendre d'autre d'un gouvernement qui, tout en protestant de son libéralisme, implante des centrales nucléaires au mépris de l'opinion publique et des craintes légitimes qu'elles suscitent, et que, dans ce domaine comme dans les autres, se fait complice du fascisme international.

AMIS LECTEURS

Mois après mois, nous entrevoyons désormais le beau temps et l'approche d'un repos bien mérité. Pourtant, cela ne saurait nous faire oublier que les problèmes sociaux et économiques qui se posent à notre pays et un peu partout dans le monde, eux, ne connaissent pas de trêve.

Des mesures de répression s'amoncellent ici et là, les abominables conditions d'arrestation et de détention arbitraire en Allemagne, en Italie et ailleurs sont présentes à notre esprit et exigent un effort de clarification et de prise de conscience face au totalitarisme des Etats et de leurs bandes armées.

Plus que jamais, dans le brouhaha d'informations tendancieuses, il faut faire entendre notre position et nos conceptions libertaires d'organisation sociale réaffirmées lors de notre 30^e congrès, faire en sorte de développer notre audience, notre journal, d'apporter à celui-ci les moyens nécessaires à une plus large diffusion.

Plus que jamais il faut le soutenir et répandre son influence.

Les administrateurs

François GARCIA - Léopold TAMAMES

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à LIBRAIRIE PUBLICO Rédaction - Administration
Compte postal Paris 11289-15 3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. 805.34.08

Prix de l'abonnement

France :	Etranger :
6 numéros 20 F	6 numéros 30 F
12 numéros 40 F	12 numéros 60 F
sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 30 F	6 numéros 39 F
12 numéros 60 F	12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

..... Code postal

A partir du numéro

- Abonnement
 Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

- Chèque postal
 Chèque bancaire
 Mandat-Lettre



LA LEÇON MANQUÉE

Des manifestations ont marqué la commémoration du massacre des Arméniens par les Turcs il y a soixante ans.

Le maire d'Alfortville, M. Joseph Franceschi, qui est également député, a évoqué ce drame dans une lettre à « France-Soir », publiée par ce quotidien en son numéro du 23 avril. La population d'Alfortville étant pour un dixième d'origine arménienne, son premier magistrat municipal a potassé la question et l'expose brièvement dans la lettre dont il s'agit.

On sait que les Arméniens sont dispersés entre trois pays : l'Iran, la Turquie et l'Union Soviétique (on disait alors la Russie). Comme les basques sont à cheval sur la France et l'Espagne. Ou les macédoniens sur la Grèce et la Yougoslavie. Ou comme les kurdes sont répartis entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'U.R.S.S. Ou les lapons écartelés entre la Norvège, l'U.R.S.S. et la Finlande. Et dire qu'une organisation fédérale résoudre aisément les problèmes nés de ces situations ! M. Franceschi explique comment les ultras au pouvoir à Constantinople, se disposant à faire entrer leur pays dans la guerre aux côtés de l'Allemagne du kaiser, cherchèrent, en 1914, à soulever les arméniens russes pour fomenter une révolte sur les arrières de l'ennemi. Convenons-en, c'est une tactique classique : dans le cas improbable d'une guerre franco-espagnole on imagine fort bien chacun des deux pays stimulant le loyalisme de ses propres basques et cherchant à débaucher ceux de l'adversaire. Leur plan ayant échoué, les dirigeants ottomans se vengèrent de leurs arméniens en les massacrant.

Nous sommes tout à fait d'accord avec M. Franceschi pour flétrir cette politique abominable ; rien ne peut légitimer ni excuser un tel carnage. Il est un seul point sur lequel notre avis diffère du sien, c'est quand il écrit les lignes suivantes :

« Se refusant à trahir leurs obligations de sujets turcs ou russes, les dirigeants du parti Dachnakzoutou (Fédération) répondent au congrès d'Erzeroum (août 1914) qu'au cas où une guerre éclaterait entre la Turquie et la Russie les arméniens accompliraient leur devoir de soldat dans leur Etat respectif. Belle leçon de courage et de morale politique qui engendra une des plus violentes réactions de l'histoire. »

Le peuple arménien, victime de la rage fanatique des jeunes turcs, n'est sans doute que très faiblement responsable de la proclamation des congressistes d'Erzeroum, et cela ne rend que plus odieuse la persécution qu'il subit. Mais le moins qu'on puisse dire, à propos des auteurs de cette proclamation, c'est qu'ils sont passés à côté d'une occasion manquée et que leur attitude fut tout le contraire de celle qu'eût requise une authentique « leçon de courage et de morale politique ».

Plus d'une fois nous avons exprimé nos réserves à propos de ces « fraternités » fondées sur la communauté de passé, de tradition, de religion, d'idéologie, d'idiome ou de famille ethnique. Le mythe des « peuples frères », des « petits frères », nous l'avons dénoncé. Mais, ici, entrons dans le jeu : à la veille d'une guerre effroyable, des frères russes et turcs, frères en Arménie, se sont réunis pour examiner la situation. C'est un fait. Or voici ce qu'ils proclamèrent :

« Dans les rangs de nos armées respectives, nous obéirons, les uns au sultan, les autres au tsar, et nous nous égorgerons entre nous par loyalisme envers Constantinople et envers Saint-Petersbourg. Les turcs et les russes, qui ne se reconnaissent entre eux aucune fraternité, seront simplement des meurtriers, mais nous, arméniens russes et arméniens turcs, qui nous disons et nous sentons des frères, nous serons en outre des fratricides ! »

Telle est la teneur de la proclamation du congrès d'Erzeroum, et de la « belle leçon de courage et de morale politique » louée par M. Franceschi, maire d'Alfortville et député.

Selon nous, ce n'est pas cela qu'aurait dû proclamer le congrès ; la « belle leçon » aurait dû être bien différente. Quelle magnifique, quelle extraordinaire et radieuse leçon ce eût été, si les congressistes avaient dit :

« Nous, arméniens turcs et arméniens russes, frères entre nous et frères de tous les hommes, malencontreusement enrégimentés sous des drapeaux ennemis, proclamons que nous repoussons la fratricide et que nous refuserons de nous battre les uns contre les autres pour nos Etats respectifs. »

Non seulement nous aurions assisté à une « belle leçon de courage et de morale politique » (car il est courageux et moral, de la part de frères, de résister à s'entre-tuer), mais encore une telle déclaration eût été dans le sens de l'histoire.

On dira que les arméniens turcs auraient été lourdement châtiés par le gouvernement de Constantinople

de s'être désolidarisés de sa politique belliciste. Qu'est-ce que cela aurait changé ? Bien qu'ayant affirmé au préalable leur allégeance et leur soumission, ils n'en furent pas moins massacrés par ceux-là mêmes que leurs congressistes avaient promis de servir. On objectera aussi que les arméniens russes auraient été punis par le pouvoir tsariste. C'est possible, mais celui-ci n'allait pas tarder à être puni à son tour par une révolution dont il ne se relèverait point.

Résultat : pour avoir promis d'accomplir leur devoir de soldat dans leur Etat respectif, les arméniens turcs ont souffert une monstrueuse campagne d'extermination, et les arméniens russes se sont fait hacher pendant trois ans par la mitraille allemande. Et, pour finir, les survivants de l'Arménie turque s'expatrièrent par centaines de milliers. Les deux Arménies, la turque et la russe, furent manipulées par l'Etat kémaliste, par l'Etat bolchéviste et par les politiciens alliés de Sévres et de Lausanne : on disposa d'elles sans les consulter, et, quand elles gémissaient, on les ignorait.

Arméniens turcs et arméniens russes (laissons à part les arméniens d'Irans, tenus hors du débat), quelle gloire avaient-ils acquise, quels intérêts avaient-ils servis, en s'entre-gorgeant, déchirés entre deux patries ? Peut-être avaient-ils au contraire ruinés ainsi par avance et pour toujours les chances d'unification que ne purent faire fructifier ni les fondateurs de la Fédération transcaucasienne ni les chefs de l'éphémère république indépendante de 1918.

Il est clair que les arméniens turcs et les arméniens russes, en s'engageant en 1914 à combattre sous les ordres de « leur Etat respectif », se sacrifieraient pour rien. Les premiers tomberaient sous le glaive de ce sultan auquel les congressistes avaient promis fidélité ; les seconds seraient annexés par ceux qui auraient détrôné ce tsar auquel ils avaient juré d'obéir. Car, des deux « Etats respectifs » (et despotiques) pour qui ils avaient été fratricides, il ne restait plus rien quatre ans après le congrès d'où sortit la fameuse proclamation tant admirée de M. Franceschi ! Le vieil empire ottoman et le vieil empire tsariste, traditionnellement ennemis, s'étaient écroulés tous les deux. Ça valait bien la peine de tuer son frère pour ça !

Non, M. Franceschi, la « belle leçon de courage et de morale politique » n'a pas été donnée en 1914 par les arméniens turcs et russes. Pas plus d'ailleurs que par les socialistes, les musulmans ou les chrétiens des deux camps, qui endossèrent l'uniforme au service de leurs « Etats respectifs ». Elle fut donnée seulement par un petit nombre de refractaires et d'anarchistes que pourchassaient toutes les polices et qui n'ont jamais été très bien en cour auprès de vos collègues députés.

P.V. BERTHIER.

LE PÈRE PEINARD



« Un être inouï, formidable, dira-t-on. Vous savez qu'il joue de l'accordéon ? Marcel AYMÉ, « Le Confort Intellectuel » 1949.

— Père Peinard, voilà maintenant quelque temps que vous vous faites remarquer dans ce journal, par la justesse de vos vues et le ton sans complaisance aucune avec lequel vous évoquez vos semblables.

— Certes ! Poursuivez...

— C'est donc à vous qu'il convenait que je m'adresse pour connaître le sentiment profond que peuvent éprouver les anarchistes face à la suppression brutale des cérémonies du 8 Mai. Quel est donc votre avis, sans lequel il n'est pas de vrai débat, sur ce problème important dont on s'est ému jusque dans CHARLIE HEBDO et qui déchire aujourd'hui les français ?

— Foutaise et baratin, cher intervieweur ! Vous voulez voir les français déchirés ? Supprimez-leur le Tiers ou la Coupe de Football ! De Valenciennes à Cagnes-sur-Mer vous les verrez s'agitant. Tout le reste est de la rigolade, de la mise en valeur sur les pleurnichements du Parti et sur une chose qui n'intéresse personne. Les anniversaires ? Les Français s'en fout s'ils ne s'accompagnent pas de jours de congés ! Remarque que dans l'état actuel, mieux vaut cela ! Quand le travail cesse, ça n'est plus que képis ou soutanes, prières ou garde à vous ! Militaires et curés ? Pour arrêter les machines, ils s'y entendent mieux que les Secrétaires Généraux de Confédérations. Pas une fête qui ne leur appartienne, le calendrier est à eux !

— Pourtant Père Peinard, le Premier Mai ? Qu'en faites-vous ?

— Il est vrai ! Mais l'état d'esprit est le même. Où il est le Français le Premier Mai ? A Chaville, pas ailleurs ! Chicago ? Les Martyrs ? Il connaît pas ! La grève ? Les Huit heures ? NON. Quatre jours à la campagne, ramasser fleurettes ? OUI.

— Vous vous égarez Père Peinard. Notre 8 Mai ! Revenons-y !

— Le 8 Mai ? Je l'ai dit. Faites-en un jour férié puis supprimez-le ! Vous aurez alors autour de l'Arc un peu plus de populo que la centaine d'unijambistes qui a manifesté son mécontentement le 15 Mai. Des anciens combattants ? Par milliers alors vous les verrez s'amener avec slogans et calicots réclamer leur anniversaire chéri. — Pourtant vous, Père Peinard, anarchiste de toujours, vous ne pouvez qu'applaudir à la décision du Président. Ces rassemblements autour des monuments aux morts ne sont-ils pas là pour rappeler ces guerres que vous abhorrez ?

— 8 Mai ou pas 8 Mai, j'applaudis rien du tout ! Je garde pas mes bravos pour la politique ! Qu'on se fasse pas d'illusions sur la démarche ! Les tribunaux militaires sévissent encore et l'accordéoniste de l'Elysée n'est pas encore à l'Union Pacifiste. Il peut bien supprimer tous les anniversaires qu'il veut, les guerres sont toujours là, bien présentes. Il s'agit pas d'un progrès social mais d'un caprice de monarque ! C'est là le seul point sur lequel on serait en droit d'accepter les jérémiades. Que le bâtard de Louis XV prenne comme ça des décisions, quelles qu'elles soient, voilà qui pourrait faire remuer les foules encore que les passionnés du bulletin de vote ne devraient qu'avoir le droit de se taire. Au lieu de ça qu'entend-on ? Quelques râles du côté des porteurs de médailles que cette décision touche de près. Chez les communistes aussi, évidemment, où on a pas toujours l'occasion de faire risette aux gaullistes. Place du Colonel Fabien, on parle pas à des hommes, on s'adresse à des électeurs, c'est toute la différence ! Vous remarquez que pour la circonstance on a fait taire Georges Marchais. Le passé d'ancien combattant du cardiaque laisse à désirer ! Tout ça pour vous faire remarquer, cher intervieweur, qu'on ne s'alarme pas de la toute puissance d'un homme mais du contenu de ses décisions.

Et l'important est là ! Ceux qui crient sont les intéressés ! Personne d'autre ! La démission devant tout, voilà l'état d'esprit ! Supprimez les godasses, vous aurez les cordonniers dans la rue ! Rendez-lui ses outils, et vous pourrez massacrer alentour, il verra bien, il somnolera ! J'évoquais le Premier Mai qui nous touche plus ? Regardez ce qu'il est devenu ! On veut la sonder la classe ouvrière ? Qu'on en fasse des sondages ! Des utiles !

« Qu'évoquent pour vous les noms de Pierre Besnard ou Fernand Pelloutier ? » Vous verrez qu'à 80 % ils passent pour d'anciens vainqueurs du Tour de France ! Qu'on prenne le F.C.R. de Krivine pour le Football Club de Roubaix, passe encore ! Mais là ! Au train où vont les choses ? Pas dix ans pour voir la Charte d'Amiens aux Archives et le « Temps des Cerises » au Hit-Parade !

— Tout de même, Père Peinard, dans le cas présent, la « barbarie nazie », les massacres ?

— Aucun rapport ! « De toutes les commémorations, celle du 8 Mai était la seule qui remuait la merde et les atrocités fascistes (Charlie-hebdo) ». Qu'on nous fasse pas rire avec ces salades ! Comme toutes les commémorations, celle du 8 Mai n'était qu'exaltation du patriotisme et de l'esprit guerrier ! Pas autre chose ! Barbarie et massacres ? Qu'est-ce que la guerre sinon cela ? Il semblerait qu'au-delà d'une certaine façon de torturer ou qu'au-dessus d'un certain nombre de morts, la guerre devient odieuse, insoutenable !

Le Père Peinard.

A notre santé

A tout bout de champ, au détour des coins de murs ou des programmes radio-télé, on dissuade le français de picoler. C'est plus moral... les accidents, les maladies, les clodos, etc... bref c'est devenu une honte de se ramener chez soi avec un litron de gros rouge.

C'est vrai que c'est pas convenable que les bons bordeaux, bourgogne, ou champagne ne soient pas à la portée des portemonnaie des travailleurs, aussi vrai que tout le ramdam organisé par les viticulteurs du Midi pour se débarrasser de leur vin ne posera jamais le problème de la qualité et de la juste distribution mais celui de la consommation à tout prix, de tout ce que le sol produit.

Il est indéniable que le bon vin est destiné à l'exportation, la piquette étant malheureusement le lot des manuels, des O.S. pour accompagner leurs repas ou brouiller leur peine.

L'Etat est vigilant sur les trafics, les mixtures avec les vins d'Algérie ou d'Italie, non pas pour préserver une valeur au vin du terroir ni au gagne-pain des vigneron mais pour faire pincer les fraudeurs fiscaux. Cet Etat signe pour des années à l'avance des contrats qui démontrent à merveille combien il se fout des accidents, des clodos, des désastres que l'alcoolisme provoque, en prévoyant une consommation de pinard devenue délirante grâce aux importations étrangères.

Liqueurs et spiritueux ne manquent pas sur les tables de l'Elysée ou des restaurants renommés... C'est là que se tient le prestige de la France...

Devant une surproduction écœurante de vin et par voie de conséquence : la mévente, les légitimes protestations des viticulteurs, on ne remet pas pour autant en question le recyclage des terres et étendues cultivables. Une fois de plus on étouffera ce scandale avec quelques centimes de plus à l'hectolitre pour le producteur...

Nous attendons les révoltes paysannes, les vraies, celles qu'on ne peut calmer avec les sornettes du Marché Commun...

Le malais paysan existe et va s'intensifier de jour en jour. Les productions, les méthodes employées, les conserves, les distributions, les coopératives, tout cela est fait en dépit du bon sens, dans le seul but de réaliser de plus grands profits.

La mode est à l'écologie et le rationnel commence à poindre dans les milieux ruraux où l'on comprend qu'on va vers une réelle catastrophe avec tous ces gaspillages et les productions de plus en plus désordonnées quand elles ne sont superflues.

Des quantités de terres sont déjà abandonnées parce qu'il ne peut plus rien y pousser. Il est urgent de recalculer les besoins de la population et les surfaces cultivables utilisables ainsi que les produits à employer.

Avant la révolte finale pour cause d'improductivité, avant les clopinettes, les producteurs doivent prendre le destin de notre terre en main et réfléchir non plus sur le rendement immédiat mais à l'avenir de l'agriculture, à celui de l'approvisionnement de ce sol qu'ils disent aimer et qui est vraiment bien beau lorsqu'il germent les graines et mûrissent les grappes.

CARMEN.

B.D... ET POURTANT, ELLE SE VEND BIEN

Il semble bien que si « Pilote » a dû, depuis un an, se contenter de paraître mensuellement, c'est que son tirage, à l'image de celui de ses confrères « Tintin » et « Spirou » (destinés à un public plus jeune) est en sérieuse perte de vitesse. Cela peut paraître contradictoire, en cette époque où la B.D. connaît un succès sans précédent, et où les albums se vendent comme des petits pains.

Mais il faut savoir qu'il s'est passé pas mal de choses au domaine d'Astérix, ces dernières années, et que nombre de bons scénaristes et dessinateurs ont abandonné la maison Dargaud, à commencer par Reiser, Gébé, Morchoisne et Rampal, pour ne citer que les plus connus. Pour les remplacer, on a vu s'imposer à « Pilote », des personnages pour le moins

suspects, comme ce Gérard Lauzier que le « Magazine Littéraire » de décembre 74 (spécial B.D.) présente comme « un raciste, un réactionnaire, un phalocrate, obsédé par les partouzes de jeunes cadres ». Son dessin est moche, vulgaire, ses textes du style « Minute », « Minute » où sévit un autre des journalistes de « Pilote » : j'ai nommé De Beketch... Tiens ! est-ce un simple hasard ? Peut-être pas...

Après tout, si un canard comme celui-là disparaissait, ce ne serait pas une grande perte, mais la preuve — réjouissante — qu'à une B.D. abrutissante, les amoureux de cet art pas si mineur qu'on voudrait le dire, préfèrent une B.D. libératrice, parallèle, qui a du mal à se faire connaître, mais qui ne craint pas de dire ce qu'elle pense.

Michèle LANZA.

VIVE LA GUERRE !

JUSQU'A LA MORT TOTALE DES PEUPLES INDOCHINOIS !

VIETNAM.

C'est au programme de la télé, un dimanche.

VIETNAM.

Trois images. Un événement : la guerre... La guerre pour la fin du régime Thieu, pour la fin de la guerre expliquent certains. Mais pourtant, c'était la paix, en cet avril 75 ? La paix depuis les accords de Paris ! « Paix au Vietnam ! »

Pensez donc, de l'histoire ancienne. On suit l'actualité : « Paix au Vietnam ! » On s'était battu pour... L'actualité ? La guerre.

En trois images à la télé.

Une femme (elle chiale, forcément !) un gosse dans les bras, l'impuissance parmi la masse des réfugiés. Image d'exode en bord de mer, vers des bateaux, boîtes d'allumettes prêtes à couler sous la colonie de fourmis humaines qui les envahissent. Et cette femme qui ne pleure même plus, interroge du regard un gosse ébahi, terré dans ses bras : il ne comprend pas, lui, que c'est la « Paix au Vietnam ! »

Deuxième séquence, même rivage : un blessé, écroulé sur la passerelle d'un avion, et soudain, des soldats sud-vietnamiens ! A coups de crosse, qu'ils écrasent le blessé ! Ils seront les premiers à évacuer le champ de bataille.

Un gosse, un blessé, anéantis.

Et puis, à Paris, au troisième plan : trônant dans une bibliothèque (volumes reliés plein cuir), un dignitaire négociateur du Sud ou plus sûrement du Nord (j'ai pas eu le temps de noter). Bref, un officier supérieur, digne et bien sapé qui explique, analyse pile, en plein dans le micro, pas de fausses notes : nous assistons, chers

télespectateurs, à la vietnamisation de la paix... les puissances occidentales bla... bla... bla. Ah bon ! on n'avait pas compris.

Dans les bras de sa mère : le gosse blessé, écrasé, la vietnamisation, la paix, je mélange. Repassez le film.

Je ne peux m'empêcher de sous-titrer en langage soixante-huitard, en slogans politiques, ces images de débacle.

Je revois les manifs à Paris : « Paix au Vietnam ! » « U.S. go home ! », « A bas l'impérialisme américain et ses valets ! » « A bas Thieu et ses fantoches ! » Je relis les phrases, bien articulées sur leurs tracts : escalade, désescalade, vietnamisation. Tout un carnaval qui débite : « Paix au Vietnam ! » Dérisoire.

Cette femme embarrassée d'un gosse, ce blessé écrasé ne criaient pas tant...

Mais les journaux français, si ! Dès le lendemain, « Figaro »-ci, « Figaro »-là, larmes de crocodile, si !

Et « l'Huma » de s'indigner : la presse capitaliste oubliée de montrer les foules sud-vietnamiennes rejoignant le Vietcong libérateur ! (ça a déjà servi pour justifier le mur de Berlin) « Rouge », qui a toujours fait dans l'exotisme révolutionnaire, peut maintenir son slogan : « Vive la juste lutte du peuple vietnamien jusqu'à la victoire finale ! ».

La lutte continue, camarades. Tous à la manif, filez votre obole au nom de la morale prêchée par les marchands de canons. Petits et grands sorciers de la politique font bien peu de cas des peuples qu'ils prétendent soutenir pourvu qu'ils nous convient à leur messe au nom de la charité chrétienne ou de « la ligne juste ».

Et nous, fidèles, révoltés à tous les coups et contre la guerre, pour un peu de justice sociale, prêts à défiler au prochain carnaval derrière les curés hypocrites de l'Occident ou les communistes militaires selon saint Staline, intellectuels, stratèges planqués de la Révolution.

Nous ? Eh bien, on ne marchera plus.

On voulait seulement la paix, pas la victoire par la destruction totale des peuples, pour soutenir un gouvernement « révolutionnaire » qui porte déjà l'uni-forme.

On ne marchera plus afin que cesse la marche vers la mort d'un blessé, d'une femme, d'un gosse pris sous les bombes, à cause des intérêts politiques et à notre niveau pour faire cesser maintenant ce commerce charognard de notre révolte que font tous les politiques.

Dans tout ce mic-mac politico-militaire, seule valait notre haine contre la guerre. Un seul slogan, mais à assumer pleinement : « A bas la guerre, toutes les guerres ! ». C'est simplet, mais ça ne nourrit pas de chefs, mieux, ça n'en supporte pas.

Si vous n'êtes pas convaincus par la nécessité de mon dégueulis contre les justes analyses politiques et les édifiants défilés révolutionnaires ; « au pas camarades, au pas », vous avez encore de belles occasions devant vous : « Vive la juste lutte des cocus jusqu'à la mort totale des peuples ».

La formule reste valable, à peine usée et les mêmes qu'hier, sauront bien vite vous fourguer la même carte, au nom de la juste lutte du peuple palestinien, ou portugais (c'est encore plus près et tout aussi exotique). Y'a qu'un mot à changer.

Marcel BONNET.

SOUSCRIPTIONS

Jordy	50,00	Méthey	10,00	Sanchez	10,00
Terebene	10,00	Guillochon	10,00	Elios	0,90
Planas	60,00	Thyde	1,60	Jean-Marc	1,25
Oréal	60,00	Patrice	4,50	René	10,00
Anonyme	30,00	G. Fresnes-Antony	190,00	Guillochon	20,00
Michaud	10,00	Chenille	2,50	Kropotkine	10,00
Baila	20,00	Vincent	5,50	Eric	1,25
Cruz	10,00	Jean-Claude	10,00	Bosdeveix	11,00
Laurent	15,00	Jean-Michel	10,00	Preiss	50,00
Eric G.	10,00	Gasquet	20,00	Bufkens	10,00
Danancier	20,00	Jean-Marc	1,50	Lanza	10,00
Lemercier	10,00	Bernard	4,00	Seron	20,00
Toulon	50,00	Hervé	1,50	Weller	5,00
Bernard	25,00	Voline	2,00	Magnani	20,00
Fac Villetaneuse	40,00	Francis	7,00	Dumoulin	20,00
Simonet	10,00	Dupuis	5,00	Collart	70,00
Hériss	17,00	Voline	9,50	Ricard	20,00
Claude	10,50	Hervé	2,00	Feuillet	5,00
Vincent	16,00	Caclò	7,50	Graff	50,00
Anonyme	1,60	Abdel Kacler	20,00	Charbonneau	10,00
Bruno	10,00	Hervé	11,80	Juliot	5,00
Bernardeau	10,00	Daniel	10,00	Anonyme	23,00
		Claudine	20,00		

MOON le MYSTIFICATEUR

En cette fin du vingtième siècle, alors que l'Eglise catholique, après 2000 ans de bons et loyaux services envers les pouvoirs, au sein de chaque Etat, est en perte de vitesse et traverse indéniablement une crise profonde, elle tente de la surmonter en s'adaptant au modernisme.

Nous assistons à une prolifération sans précédent des sectes religieuses. Celles-ci (plus ou moins baroques) recrutent principalement leurs ouailles parmi la jeunesse, souvent prompte à s'enthousiasmer pour les modes nouvelles; jeunesse attirée par le verbiage démagogique de ces « nouveaux prophètes », qui vendent leur camelote avec un zèle qui ne cède en rien à celui des meilleurs agents publicitaires. Ces sectes, loin d'être inoffensives, représentent au contraire une aubaine pour les maîtres du capitalisme, qui n'ignorent pas que leur prétendu « apolitisme » ou « neutralisme », est en définitif un soutien objectif aux forces les plus conservatrices et les plus réactionnaires, comme c'est le cas notamment pour les « Pionniers du Nouvel Age », appelés encore « Association Universelle pour le Christianisme Mondial », ou plus simplement « secte Moon », du nom de son fondateur et chef tout-puissant: le Coréen Sun Myung Moon, qui vit aux Etats-Unis. Cet escroc raconte qu'à l'âge de 16 ans, il fit la rencontre du Christ, qui lui confia une « mission ». Dès 1954, il entreprit d'établir son mouvement dans de nombreux pays et enseigna ses « principes divins », qui ne se distin-

guent guère du christianisme « officiel », si on y regarde de près. Là n'est pas l'essentiel de notre propos. Le plus grave danger réside dans l'endoctrinement que subissent les nouveaux adeptes de la secte. Les « week-ends de formation » au centre national d'Aulnay-sous-Bois (pour la France) se soldent par une transformation brutale des jeunes qui y participent. Ils rompent avec leurs amis et leur famille. Pris au piège, drogués mentalement, ils sont totalement fanatisés; aussi peut-on noter à ce sujet une ressemblance frappante avec le fascisme ou le nazisme. Dès lors, engagés dans la « croisade mooniste », ils vivront pauvrement, versant toutes leurs ressources à la secte. Quant au prophète, lui, sa fortune est immense. Il possède aux U.S.A., en Corée du Sud et au Japon, plusieurs usines, et en particulier des fabriques... d'ARMEMENTS. A l'époque du Watergate, Moon a pris fait et cause pour Nixon. On chuchote même qu'il serait tout bonnement un agent de la C.I.A. C'est possible, étant donné sa haine pour le communisme, et son admiration sans bornes pour l'Amérique: « nation choisie par Dieu pour aider les autres... » Moon est un mystificateur dangereux, un « croisé » des temps modernes qui profite de la déception des jeunes face à ce monde froid et injuste, pour les « récupérer ». En cela, il est, après tout, le bon élève de tous les papes et de tous les jésuites, passés, présents, et à venir.

B.L.

Trois petites phrases... et puis s'en vont

Quelle tristesse! Quelle misère! Ce début de mois de mai m'afflige. Et il y a de quoi, jugez-en plutôt. Dans *Libres Opinions*, du Monde du 3 mai 75, sous le titre: « Pour un syndicat des soldats » Robert Pelletier, militant de la LCR, donne son avis et ses propositions sur l'armée. Une « petite phrase » me choque: « Pour nous, la revendication fondamentale du droit des appelés à être traités comme des travailleurs apprenant le maniement des armes... » Quel beau métier, nom de dieu!

— « Qu'est-ce que vous faites dans la vie? »

— « J'apprends à tuer des Hommes. » Formidable non? L'antimilitarisme de Robert Pelletier s'arrête à l'armée bourgeoise mais, l'armée populaire c'est autre chose. Vous voyez la différence?

A l'occasion du 1^{er} mai, M. Vetter, président de la centrale syndicale ouest allemande DGB, a déclaré: « En acceptant, cette année, des augmentations de salaires modérées, les travailleurs ont apporté leur contribution à

la relance de l'économie. » Il a continué (!). « ...c'est au tour des patrons de faire un effort en augmentant leurs investissements. » Allez les petits gars un effort quoi, les travailleurs vous veulent du bien. Ces travailleurs ont fait un effort, pour que vous, patrons, vous puissiez avoir plus de profit, que vous puissiez les exploiter encore plus. Alors un petit geste de votre part. D'accord? On vous remercie.

Dans « Les cahiers du Communisme » du mois de mai, j'ai relevé cette phrase (écrite sous la plume de Marcel Zaidmer, membre du comité central du PCF, dans un article intitulé: « Réflexions sur la pluralité des partis »): « La classe ouvrière est appelée à soutenir une politique, non à diriger les transformations indispensables ». Suivez le guide! Et surtout n'oubliez pas le pourboire!

Heureusement qu'on nous promet du beau temps pour les mois d'été, ça me remonte le moral car sans cela...

Pierre-Emmanuel ROBIN.

C.F.T. : Fascisme

SIMAKIS LIMOGÉ

Ben oui! chez les « jaunes » de la CFT aussi, on assiste à des luttes de tendances, et la meilleure preuve en est la « démission » de Jacques Simakis de son poste de secrétaire général. Il y a longtemps que le feu couvait sous la cendre; en fait, depuis la création de cette organisation fasciste en 1959, le « leader » Simakis, partisan de l'Algérie Française et sympathisant des casseurs d'Ordre Nouveau, s'était heurté à l'aile « gaulliste » du mouvement, dont le chef, Armand Claude, lui reprochera d'avoir — avec sa famille — la haute mains sur les finances de la clique. C'est que notre Simakis n'y était, en effet, pas allé de main morte; la trésorière principale de la CFT n'était autre que sa femme, quant à son genre, un nommé Caubrière, il était responsable du syndicat CFT des « Blanchisseries de France ». Devant les accusations de Claude, Simakis joue au « démocrate » et nomme une commission chargée d'examiner les comptes. Bien sûr, il en fait lui-même partie, ainsi que sa chère épouse et son genre... et ainsi, Armand Claude sera exclu de la direction de la CFT. Ça se passe en 1972. Mais un nouveau courant se dresse contre le « patron » du syndicat jaune. Deux hommes en sont les instigateurs:

— Auguste Blanc, ancien para et devenu l'âme damnée de la direction de Citroën, où il s'occupe vaguement du « Bureau d'études et de suggestions intéressantes » (vaste programme!). Auguste Blanc est lui aussi un fasciste, mais d'un autre style que Simakis: il est l'ami de Debizet, chef du S.A.C. pour la région parisienne, et fidèle à Chirac, chef du gouvernement et nouveau patron de l'U.D.R.

— Nicolas Fiorentino, ex-cadre chez Chrysler, et président du « syndicat national de l'Automobile » CFT.

Ces hommes « dans le vent » du « libéralisme » au pouvoir jugent Simakis usé et trop compromis. Ils estiment que la « reconnaissance nationale » de la CFT passe par son élimination, et c'est pourquoi, le 24 avril, à l'hôtel Hilton (s'il vous plaît!) dans une ambiance plus qu'houleuse, Simakis est limogé.

Chirac est sans doute satisfait de ce petit évènement, tout comme son compère Chénaut (du parti giscardien) il n'a pas renoncé à son rêve de voir les syndicats-bidons (« indépendants », « autonomes » ou autres) participer à toutes les discussions, au même titre que les

organisations représentatives: CGT, CFDT ou FO. Les bureaucraties syndicales ouvrières ont beau être prudentes et timorées, ou bien ne jouer que le rôle de courroie de transmission des partis de l'opposition réformiste, elles n'en représentent pas moins un danger pour les hommes au pouvoir, puisqu'elles s'appuient sur une masse relativement nombreuse de travailleurs. C'est pourquoi la bourgeoisie capitaliste essaye toujours d'implanter dans les entreprises des organisations, qui lui soient entièrement dévouées, comme c'est le cas avec la CFT. Si les syndicats ouvriers se ressaisissent et se souviennent que leur rôle n'est pas uniquement d'apporter des améliorations matérielles au sort des travailleurs, mais — tout en étant indépendant des partis — de préconiser comme moyen d'action la grève générale gestionnaire, dans le but de transformer la société par l'abolition du salariat, alors toutes les manœuvres des pantins qui nous gouvernent seront inévitablement vouées à l'échec; sinon, eh bien, il ne faut jurer de rien, et ce seront les travailleurs qui payeront les trahisons de leurs confédérations, envahies par une dégénérescence bureaucratique ou totalitaire.

Bernard LANZA.

COOPÉRATION OU COMPLICITÉ ?

Au Tchad, François Tomballaye, qui fut un des plus doués parmi les marionnettes au service du néo-colonialisme français, a payé de sa vie le coup de force du général Félix Malloum, un ancien baroudeur d'Indochine et d'Algérie. L'armée française n'a pas bougé: elle n'avait pas de raison de se faire du souci, puisqu'il s'agissait-là d'une simple « révolution de palais », d'un banal règlement de compte entre « gens de bonne compagnie », tous plus ou moins compromis avec les ex-colonisateurs.

On se souvient que tel n'avait pas été le cas entre 1968 et 1971, où les soldats français étaient intervenus pour combattre les guérilleros Toubous, de tendance « progressiste », au Nord, et les Ouadai, près de la frontière du Soudan.

Ces rébellions risquaient alors de renverser la classe dirigeante tchadienne, et de contrarier les plans de l'impérialisme français. Ce sont justement les rebelles Toubous, qui détiennent depuis plus d'un an deux « coopérants » français: Madame Françoise Claustre, archéologue du C.N.R.S., et Marc

Combe, employé par la « mission de réforme administrative » française. Ils menacent de les exécuter, si le gouvernement de Paris ne leur verse pas 200 millions de francs C.F.A. en armes et denrées diverses. Marc Combe étant originaire de la banlieue lyonnaise, le quotidien régional « Le Progrès », depuis plusieurs mois, se lamente sur son sort, et supplie les gens au pouvoir de céder au « chantage » des guérilleros. Il n'est pas question pour un militant libertaire d'approuver le moins du monde les prises d'otages et les exigences de rançons contre des vies humaines.

Nous l'avons maintes fois répété, à propos des actions de piraterie aérienne entreprises par les Palestiniens du FPLP ou de « Septembre Noir », par exemple: les anarchistes ne peuvent que réprouver ce genre de procédés criminels. Toutefois, au sujet des prisonniers du Tchad (dont nous souhaitons qu'ils aient la vie sauve et qu'ils soient libérés rapidement) il est bon de savoir: 1) que des dizaines de prisonniers politiques sont morts après avoir été atrocement

torturés dans les geôles du tyran Tomballaye.

2) que Marc Combe n'est pas un simple « coopérant », mais un membre du corps expéditionnaire civil, qui apporta de façon inconditionnelle son soutien au régime répressif et fascisant de ce même Tomballaye.

3) que l'officier français Pierre Galopin, probablement fusillé par les Toubous, alors qu'il venait, dit-on, « négocier » la libération des 2 prisonniers, appartenait aux services de la police politique du gouvernement tchadien.

C'est dire que, sans vouloir justifier les méthodes des opposants au régime néo-colonialiste de Fort-Lamy, on peut affirmer que, si Mme Claustre et Marc Combe risquent d'être tués, le principal coupable sera, sans aucun doute, le gouvernement français, qui a toujours confondu la coopération France-Afrique avec le soutien des régimes fantoches qu'il a installés et qu'il entretient généreusement dans plusieurs des Etats de son ex-empire colonial.

MICHELE

AU PARISIEN LIBÉRÉ

se joue l'avenir des travailleurs du livre

Dans le M.L. du mois dernier nous avons retracé l'histoire du syndicat du livre C.G.T. C'est au cours des luttes des travailleurs que se gagnèrent les avantages contestés actuellement par le directeur du « Parisien libéré », Amaury, patron de choc par excellence. Le travail des ouvriers de la presse parisienne est régi par deux textes fondamentaux arrachés en 1947 : la convention collective réglementant entre autres le travail en service (6 heures de travail pour un titre donné), l'embauchage contrôlé de fait par les syndicats ouvriers. Le nombre d'ouvriers travaillant sur une machine et la production moyenne sont prévus par les annexes techniques.

Tous les patrons de la presse parisienne sont tenus de respecter ces acquis des travailleurs du livre. Mais toute situation dans le monde du travail est sujette au rapport de force qui existe entre le patronat et les producteurs. La grande force des travailleurs du livre parisien a toujours été de se trouver face au patronat, uni dans le syndicat du livre C.G.T. Nous avons suffisamment exposé le mois dernier l'importance d'une telle unité pour qu'il soit inutile d'y revenir ici. Il est évident qu'un syndicat unique, quelle que soit sa valeur « combative », offre de meilleures conditions de lutte qu'une pluralité souvent source de rivalités politiques désorganisant les travailleurs face au patronat. Devant cette situation les patrons de la presse ont toujours essayé par diverses manœuvres de briser cette unité des travailleurs. M. Amaury, P.D.G., est passé maître dans ce sport. Contrairement à la totalité de ses confrères qui adhèrent au S.P.P. (Syndicat de la presse parisienne), il adhère en 1974 au Syndicat des quotidiens régionaux (S.Q.R.). Il considère donc de fait que les conditions de la presse de province pourraient très bien être en vigueur dans la région parisienne ! Pour ce faire il doit briser l'organisation qui fait la force des travailleurs du

livre : le syndicat C.G.T. Par exemple au courant de l'été 1974 il tente de licencier plus d'un tiers des correcteurs. Il croyait que leur opposition au sein de la F.F.T.L. les isolerait des autres travailleurs. Cette opération de division ayant échoué il profitera du lock-out qui suit « l'affaire » du communiqué de la F.F.T.L. pour exposer clairement son orientation : destruction des annexes techniques ! Le samedi 1^{er} mars 1973 le Comité intersyndical et la direction du « Parisien libéré » eurent une entrevue. Les propositions d'Amaury sont les suivantes :

— ou les travailleurs acceptent 150 licenciements, tout en conservant les mêmes formats.

— ou le « Parisien libéré » réduit son format, 500 travailleurs sont licenciés et l'imprimerie de la rue d'Enghien est fermée.

Donc soit du travail pour plus de monde mais reculé sur les annexes techniques, soit maintien des conditions de travail mais acceptation de 500 licenciements.

La peste ou le choléra ? A quelle sauce voulez-vous être mangés ? La riposte des travailleurs du Parisien est immédiate, en accord avec le Comité intersyndical ils décident d'être ni licenciés, ni chômeurs, ni grévistes. Chacun sera à l'heure habituelle à son travail même si la direction bloque la production. Le journal subit des retards surtout dans la province.

Amaury décide alors de faire paraître des éditions pirates en province. La lutte des travailleurs s'organise. Chaque jour rue d'Enghien, les délégués du Parisien, les délégués syndicaux des autres imprimeries de la presse, et le Comité intersyndical se réunissent pour décider de l'orientation de la riposte. Au-delà des divergences d'opinion (1) chacun comprend que le combat est décisif. Le sort des travailleurs du « Parisien libéré » sera décisif pour l'avenir de l'imprimerie parisienne.

Chaque nuit des permanences sont tenues rue d'Enghien. Aux portes de Paris sont disposés des « contrôles » pour stopper les camions qui transportent les éditions pirates. Les imprimeries de province qui effectuent ce travail sont peu à peu détectées.

C'est dans cette atmosphère déjà tendue que se produisit un nouveau coup de théâtre. Le mercredi 21 mai était distribuée dans les kiosques parisiens une édition pirate imprimée en Belgique. En première page s'établait une déclaration du Bureau Confédéral F.O. ! Celle-ci reprenait les arguments du sieur Amaury et protestait au nom de la liberté de la presse contre la dictature du syndicat C.G.T. Patronat et F.O. s'accordent pour déplorer que le journal doive être imprimé à l'étranger et souhaitent qu'il puisse bientôt être imprimé en France par des « collaborateurs responsables » (2). On ne saurait être plus clair. Au 14^e jours de grève des travailleurs du « Parisien », le syndicat F.O. du Livre et sa direction confédérale ont ouvertement aidé Amaury à briser la lutte. De plus ils ont bénéficié de complicité au niveau de la distribution dans les kiosques, chaque vendeur ayant son paquet à son nom avec le numéro de son kiosque... sans oublier l'ineffable lettre d'un dénommé J.C. Plazolles (secrétaire général adjoint des services commerciaux) brandissant une nouvelle fois la bannière de la liberté d'expression. Certains kiosques ont spontanément refusé de vendre cette édition pirate fabriquée par des jaunes. Comme l'acheminement est fait soit par transporteur soit par la poste, le combat se situe sur deux plans. D'une part le contrôle aux portes de Paris, le retour à l'action directe contre le patronat et ses alliés. D'autre part le soutien actif d'autres travailleurs, par exemple les postiers du secteur du 10^e arrondissement ont à l'heure où nous écrivons refusé d'acheminer les numéros destinés aux abonnés. Les travailleurs bel-

Réflexions sur un Premier Mai

Cette année, le 1^{er} Mai intervenait en pleine période de crise, à un moment où le chômage ne cesse d'augmenter, où les fermetures d'usines se multiplient, et alors que, face à cette situation difficile pour les travailleurs, on se trouve en présence d'une rare inertie des organisations syndicales.

Bien entendu, Maire comme Séguier se retranchent habilement derrière la crainte des ouvriers de perdre leur emploi pour tenter de justifier le peu de combativité, sinon la démission de leurs centrales devant le gouvernement Giscard-Chirac, de plus en plus arrogant et intransigeant, tout en se servant de la démagogie. Je crois que c'est oublier un peu vite, messieurs les dirigeants cégétistes et cédistes, que lorsque des luttes dures et qui risquent de faire tache d'huile sont déclenchées par les travailleurs, à la base, comme ce fut le cas par exemple chez Renault, au Mans, vous vous empressiez, par peur d'être débordés (vous n'avez pas oublié mai 68 et votre sainte frousse, alors !) de les contrôler, de les planifier, avant de les saboter pour ensuite crier très fort à la « Victoire », après avoir osé signer un accord de capitulation. A Lyon, la traditionnelle manifestation du 1^{er} Mai, organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. fut en réalité un défilé dans le genre kermesse, qui réunissait un peu moins de 10.000 personnes. Dès avant le départ, place Gabriel-Péri, les responsables C.G.T. avaient beaucoup insisté, à plusieurs reprises, sur le caractère purement « syndical », qu'il convenait de garder à cette manifestation. Sans doute visaient-ils là le groupe des trotskystes de L.O. et de la L.C.R., venus avec force drapeaux, tam-tams et banderoles. Le service d'ordre des syndicats s'interposa même pour contraindre les « rouges gauchistes » à se placer en queue du défilé, mais il n'y eut pas de heurts violents.

Tout au long du parcours, aux : « Une seule solution : le programme commun » des cocos et de leurs copains, allaient répondre (c'est désormais une tradition bien établie) les : « Une seule solution : la révolution » des trotskystes, alors qu'une petite poignée d'anars, non organisés pour la plupart, et qui fermaient la marche, enchaînaient : « Révolution libertaire ».

J'avais toujours jusqu'à présent, participé aux manifestations du 1^{er} Mai au sein de la délégation de mon syndicat, mais cette année, je n'ai pas voulu me mêler à ceux qui, confondant l'INTERNATIONALISME PROLETARIEN avec la victoire par les armes des nationalistes rouges du Vietnam et du Cambodge, sont prêts demain à applaudir à un coup d'état militaire en France, pour peu qu'il soit accompli par des officiers se déclarant « de gauche ».

J'ai donc marché aux côtés du petit groupe qui brandissait le drapeau noir, Là, au moins, on savait que le Vietnam n'est, aujourd'hui pas plus qu'hier, ni LIBRE ni encore moins SOCIALISTE.

Il ne s'agit pas, je pense, pour nous qui nous réclamons de l'anarcho-syndicalisme, de vouloir toujours et à tout prix nous démarquer, nous distinguer de nos camarades de travail, qui sont le plus souvent trompés, abusés par les belles phrases ronflantes des « leaders » syndicalistes. Il s'agit, surtout, d'être CLAIRS en toutes circonstances, d'être en accord avec notre conscience et de continuer à mener à l'intérieur des centrales ouvrières réformistes, le juste combat contre toutes les hiérarchies et pour hâter la renaissance d'un authentique syndicalisme, indépendant des partis politiques, et qui saura enfin poser les vrais problèmes, afin de conduire le monde du travail à son émancipation.

MICHELINE

ges du livre de la F.G.T.B. ont adressé une mise en demeure au directeur de l'imprimerie belge qui imprime le « Parisien libéré » de cesser de le faire. Un responsable de cette fédération syndicale a précisé en outre que si cet avertissement n'était pas pris en compte « d'autres mesures d'intervention » étaient envisagées. L'action directe a remplacé les discussions autour du tapis vert ! Pour toutes les raisons exposées dans l'article du dernier M.L. nous, anarcho-syndicalistes, travailleurs du livre, ne saurions prendre en considération les dénégations de F.O. de la dicta-

ture de la C.G.T. du livre. Nous n'oublions pas que face au patronat et à ses alliés les travailleurs jugent sur pièces.

Nous ne pensons pas que l'on doive, pour s'opposer à l'hégémonie du P.C. dans la C.G.T., s'allier au patronat...

Alexis PIERRE.

(1) beaucoup de travailleurs particulièrement les rotativistes sont proches du P.C. Mais ce sont surtout des travailleurs qui défendent leur emploi.

(2) Le contrôle de l'embauche assuré au syndicat un pouvoir de contrôle, est un acquis de la classe ouvrière. Il est bien sûr considéré comme « irresponsable » !

UNE CRITIQUE DE MAURICE LAISANT

LE MOUVEMENT ANARCHISTE EN FRANCE

de Jean Maitron

Il n'est pas sans témérité, à la faveur d'une critique, de formuler des réserves, touchant une œuvre d'une pareille importance, et l'on sait que son auteur ne s'attaque pas à de petits morceaux (1).

Nous avons du reste en son temps rendu compte de son livre : « Histoire du mouvement anarchiste en France » (1880-1914), dont le premier Tome du présent ouvrage est une réédition avec additifs, dus à de nouvelles recherches.

Sur cette première partie nous ne pouvons que reprendre ce que nous avions déjà dit, à savoir qu'elle fournit un outil exceptionnel et précieux, par l'extraordinaire documentation apportée, par l'appui des textes mis en cause, et qui permettent de juger sur pièces des événements historiques de l'époque et des prises de positions anarchistes sur les grands problèmes de l'actualité.

Le deuxième Tome apparaît comme beaucoup plus léger, ce qui est mis en évidence par le seul fait, qu'à l'inverse du premier qui a demandé 481 pages à son auteur pour l'étude de 34 ans, le second se trouve résumé en 206 pages pour une période d'une soixantaine d'années (près du double) !

C'est assez dire que nous sommes beaucoup plus face à un survol des événements qu'à leur examen approfondi.

Sans doute, comme les anarchistes de ma génération qui liront cet ouvrage, je suis frappé par des lacunes qui me sont d'autant plus sensibles que je suis partie prenante, alors que, vues de l'extérieur, elles risquent de passer inaperçues aux yeux du lecteur neutre et non informé.

Mais cependant je suis bien obligé de constater ces évidences.

*

Pas un mot sur l'attitude des anarchistes lors de l'accession de PRIMO DE RIVERA, pas un mot des manifestations qu'elle suscita, à Toulouse par exemple où l'arrivée du dictateur espagnol fut salué par des grenades devant lesquelles les forces de l'ordre fuyaient comme des lapins. C'était l'occasion de rappeler le rôle joué par Alphonse TRI-CHEUX, malheureusement non cité dans l'ouvrage, bien que ce soit chez lui que se soit tenu le congrès clandestin le 19 juillet 1943.

Pas un mot de l'attentat commis par Emile COTTIN sur le monstrueux Georges CLEMENCEAU. Notre camarade condamné à mort, et gracié à fini ses jours en Espagne lors de la révolution. Pas un mot sur la loi de 1920 et sur les persécutions qui s'ensuivirent pour les néo-malthusiens : poursuites, amendes, emprisonnement, et dont Eugène HUMB-ERT devait mourir.

Pas un mot sur la condamnation à mort de MAURICIOUS lors de son voyage en Russie, et deux lignes seulement, en rappel de note, sur la « disparition » de LEPETIT et VER-GEAT, membres de la délégation française au 2^e congrès de l'Internationale communiste à Moscou, en 1920.

Pas un mot sur les explications réclamées à ce sujet en 1922 par la délégation française, dont notre camarade MAY PICQUERAY faisait partie.

Pas un mot, dans ce chapitre touchant à la révolution russe, sur VOLINE et les éclaircissements qu'il apporta aux camarades français sur la prétendue patrie des travailleurs.

Pas un mot sur l'affrontement des anarchistes et des camelots du roi, non plus que sur les mœurs de ceux-ci qui traitaient leurs opposants à l'huile de ricin ; pas un mot de l'affaire Germaine BERTON qui, faute de pouvoir rencontrer Léon DAUDET ou Charles MAURRAS, exécuta leur second PLATEAU.

Par un mot de l'affaire Philippe DAUDET (fils de Léon) qui, venu dans les milieux anarchistes, fut assassiné par la police, crime camouflé en suicide.

Pas un mot sur la campagne pour sauver ASCASO, DUR-RUTI et JOVER, lesquels devaient être extradés et livrés au gouvernement espagnol.

Pas un mot sur la campagne en faveur de SACCO et VANZETTI, ni sur les manifestations qui suivirent leur exécution.

Pas un mot sur l'affaire des stérilisés de Bordeaux ; ni sur le docteur BARTOSEK qui pratiquait la vasectomie, ni sur Aristide LAPEYRE, son co-détenu, militant marquant de la FAF (Fédération anarchiste française), membre du bu-

reau national de la LICP (Ligue internationale des combattants de la paix), amateur de la pensée anarchiste à Bordeaux et l'un des plus brillants orateurs du mouvement.

En dehors de ces absences totales, il faut encore signaler des insuffisances.

C'est ainsi que sur l'opposition à la guerre de 1914-18 l'arrestation de MAURICIOUS, au cours d'une tournée de conférences, n'est pas signalée, et celle de Sébastien FAURE condamné à 2 ans de prison pour outrage public à la pudeur est livrée sans commentaire. Il aurait été historiquement intéressant de rappeler que, le matin même du jour où il avait été conduit au poste, pour ce « délit » (23 septembre 1917) il avait tenu, malgré l'interdiction, une conférence contre la guerre, organisée rue de la Grange-aux-Belles, par le syndicat des charpentiers en fer.

Ce rapprochement aurait soulevé « l'hypothèse » d'une machination policière que Sébastien FAURE a toujours soutenue.

Cette double arrestation des deux animateurs du journal CQFD (ce qu'il faut dire) expliquait largement la cause de « la retombée de l'action pacifiste de l'été 1917 à l'été 1918 » (Tome 2, page 17).

Il eût été intéressant également de signaler au lendemain de cette première guerre et dans les années qui suivirent, la participation des anarchistes à l'éducation ouvrière, la sortie de « l'Encyclopédie anarchiste », et l'accueil qui leur était fait par des syndicats qui n'étaient pas encore alimentaires. Combien de conférences Sébastien FAURE traita-t-il dans les salles syndicales et à combien de congrès syndicaux assista-t-il !

Ne fallait-il pas aussi rendre compte de la participation anarchiste à l'objection de conscience de l'entre-deux-guerres, ce qui aurait permis de présenter des hommes comme Pierre MARTIN, FERJASSE, Gérard VIDAL et Gérard LERETOUR. Ce dernier, après avoir brisé la statue de Paul DEROULEDE pour attirer l'attention publique sur FERJASSE qui faisait la grève de la faim dans sa prison, lançait une campagne pour l'objection de conscience généralisée, et fonda le journal « Rectitude » qui devait devenir « l'Insurgé ».

J'attendais dans ce domaine de l'antimilitarisme que soit donné la liste des anarchistes notoirement collaborant au mouvement pacifiste : LOREAL, MONTCLIN, l'écrivain Aurèle PATORNI, ce dernier également collaborateur au « Libertaire ».

*

Plus loin, sur le problème du refus de la guerre 1939, MAITRON conclut hâtivement, après avoir cité LECOIN et FAUCIER, que s'il y en eut d'autres, ils furent peu nombreux. Et dans ce même rappel de note (Tome 2, p. 36) il signale deux autres objecteurs, l'un du groupe de Versailles, l'autre du groupe de Rennes. (Or, ce n'est pas un militant du groupe de Rennes qui refusa de partir, mais ils furent trois à faire acte d'objection de conscience : André LE MARC qui déchira son livret militaire à la gendarmerie, Gil DUBOIS condamné à 3 ans, incarcéré à Los et qui finit son temps à Clairvaux et Joseph BRIAND, condamné à 5 ans et qui, libéré par les Allemands, fut incarcéré à nouveau lors de la libération et amnistié le 14 juillet 1946).

Tout laisse penser qu'une étude approfondie sur les opposants à la guerre nous surprendrait par un nombre inattendu, dans lequel les anarchistes seraient pour une bonne part.

Même absence de précision sur la résistance anarchiste. ARRU qui en fut l'âme, qui courrut la France pour établir une liaison entre les camarades, qui édita des affiches (naturellement clandestines) et la brochure « les Couples » et qui, par la suite, joua un rôle de premier plan, tant à la libération, où il fut secrétaire général de la SIA (solidarité internationale antifasciste) reconstituée, que dans les congrès qui suivirent la constitution de la F.A., ARRU n'est cité qu'une fois, pour rappeler qu'il fut exclu par FONTENIS ce qui est sans signification, lorsqu'on ignore tout de lui.

Des observations semblables sont à signaler touchant Aristide et Paul LAPEYRE qui véhiculèrent la pensée anarchiste à travers la France, par de multiples conférences sous l'égide de la F.A., de la L.I.C.P., de la CGTSR (Confédération générale du travail syndicaliste révolutionnaire), de la CNT (Confédération nationale du travail) et de la Ligue Pensée.

En ce qui concerne le mouvement syndical d'après la seconde guerre, l'analyse du rôle joué par les anarchistes est tout aussi sommaire.

L'action des minorités syndicales est passé sous silence et le journal « l'Unité », auquel les anarchistes collaborèrent, n'est même pas mentionné.

Imprécision encore sur le comportement des membres de « Rouge et Noir » qui ne s'éurent de la dictature fontenisienne et ne firent connaître l'existence de l'organisation secrète Pensée-Bataille (à laquelle certains d'entre eux appartenaient) que lorsqu'ils en furent eux-mêmes victimes.

Silence sur les « Forces libres de la Paix », cartel d'organisations auquel la « Fédération anarchiste » était adhérente, et dans lesquelles elle eut une influence marquante, et fit montre d'une grande activité : meetings dans les salles de la mutualité, des sociétés savantes, etc.

Au cours de l'un d'entre-eux, dont la thèse était la lutte contre la guerre d'Algérie, des éléments d'extrême-droite lancèrent une grenade, et, lors de la grève de la faim de Louis LECOIN pour l'obtention du statut sur l'objection de conscience, ces mêmes « Forces libres de la Paix » éditerent des affiches et des bandes qui furent apposées sur tout le territoire ; le siège de la FA leur servait de permanence.

D'autre part, nous ne retrouvons pas dans ce deuxième Tome la citation intégrale des textes mis en cause, citations auxquelles MAITRON nous avait habitués dans la première partie de son ouvrage.

Je pense au « Manifeste des seize » et aux réponses de Paris et de Londres, et, plus près de nous au texte de l'OPB (Organisation Pensée-Bataille) et à celui de l'UGAC (Union des groupes anarchistes communistes) qui clarifierait l'exposé des événements et des thèses.

Je dis bien des thèses, car ce deuxième Tome, à l'inverse du premier, est beaucoup moins un ouvrage historique qu'une dissertation sur nos théories et notre existence, ce qui explique les lacunes indiquées plus haut et qui témoignent du choix de l'auteur.

Je ne songe pas à le lui contester, dès lors qu'il cesse de se présenter comme historien, mais comme analyste, ce qui transparaît même dans le compte rendu des faits qu'il nous présente.

C'est donc sur ce deuxième point que je lui dois et que je vous dois l'examen de son ouvrage.

Ses thèses se résument à ces deux interrogations auxquelles l'auteur répond affirmativement pour la première et négativement pour la seconde.

— Y a-t-il régression du mouvement anarchiste ?

— Y a-t-il compatibilité entre l'anarchie et l'organisation ?

Pour en arriver à ces conclusions, l'auteur nous livre toute une suite de citations et de statistiques sur lesquelles il est intéressant de se pencher.

*

Mais reprenons un à un les problèmes :

Y A-T-IL REGRESSION DU MOUVEMENT ANARCHISTE ?

Deux choses, selon MAITRON, peuvent nous renseigner : le nombre de groupes, le nombre de numéros de journaux parus.

Cette méthode présente bien des aléas, que lui-même ne méconnaît pas, et qui conduisent beaucoup plus à des hypothèses, très approximatives, qu'à des certitudes.

Il en sent la fragilité, et hésite même à savoir si le nombre d'organisations est une preuve de force ou de faiblesse : « Du moins ne permet-il pas de mesurer l'importance du mouvement, qui peut être en raison inverse du nombre de groupes si leur augmentation résulte de scissions » (Tome 2, p. 130).

Après avoir donné sans sourciller les effectifs des organisations anarchistes, selon leurs déclarations : « ... il existerait 166 groupes de l'AOA (Association ouvrière anarchiste) d'expression française. » (Tome 2, p. 94), il s'intéresse bien davantage à la FA, à laquelle il n'accorde que 39 groupes sur les 62 groupes et liaisons, mentionnés dans la page 2 du Monde libertaire de juin 1973 (Tome 2, p. 131).

Encore en retranche-t-il les groupes supposés inactifs, ce qui ramène, selon lui, le chiffre à 20, à 35 groupes depuis dix ans.

Ce qui ne l'empêche pas d'écrire : « Personne ne nous démentira cependant si nous affirmons que, quantitativement la FA est l'organisation la plus importante, qui ne groupe cependant que deux à trois cents membres. » (Tome 2, p. 130).

Alors nous voudrions comprendre : quelle est l'organisation la plus importante ? la FA et « ses 20 à 35 groupes et ses deux à trois cents membres » ou l'AOA forte de ses 166 groupes, mais qui, en dépit de ceux-là, n'a jamais pu sortir qu'une feuille ronéotypée, alors que le « Monde libertaire » a passé l'année dernière le numéro 200.

Ajoutons que si l'on devait se référer aux chiffres que MAITRON avance, cela nous donnerait d'heureuses raisons d'espérer, puisque notre dernier congrès a réuni 150 à 200 délégués, représentant 37 groupes et 8 individuels (sans parler de tous les absents, tant de Paris que de province).

Ce serait supposer une brusque poussée expansionniste de notre fédération de l'année 1973, à laquelle il se réfère, à l'année 1974, ce qui ne plaiderait guère en faveur de sa thèse d'une régression anarchiste.

Est-il plus heureux, lorsqu'après avoir envisagé les effectifs, il aborde le problème de la presse ?

Ici une première observation s'impose : pouvait-on sérieusement faire une étude de la presse anarchiste, en l'isolant de son contexte, et sans se livrer à un examen de la presse tout court ?

MAITRON ne peut ignorer la crise dans laquelle elle se débat et qui fait qu'un journal comme « le Parisien libéré » court au naufrage.

Une étude minutieuse lui aurait permis de constater que, sur la cinquantaine de quotidiens qui existaient en 1936, il en reste une dizaine aujourd'hui.

Il aurait constaté également que le Parti socialiste, qui n'a rien d'un groupuscule, qui compte des députés et qui a compté des ministres, qui brigue la présidence de la république, est resté sans un journal d'aucune sorte alors qu'il possédait un organe quotidien : « Le Populaire » disparu totalement.

MAITRON n'ignore pas davantage l'évolution commerciale des imprimeries, les renseignements qu'elles se donnent de l'une à l'autre, sur la solvabilité, les dettes et le crédit de clients qui se présentent à elles.

Nous n'en sommes plus au temps où, malgré leur manque de patriotisme, les anarchistes plantaient des petits drapeaux, lors de chaque changement d'imprimerie.

Mais, ces réserves faites, reprenons les chiffres donnés par MAITRON.

En 1913 (année la plus favorable) il est sorti 371 numéros des différents journaux anarchistes, lors qu'en 1971 il n'en est sorti que 109.

Je fais entière confiance à l'auteur sur l'exactitude des chiffres avancés.

Mais voyons la chose de plus près.

*

J'ai eu moi-même en main des journaux d'avant la première guerre ; ils ne comptaient parfois qu'une simple feuille recto-verso, quatre pages pour le mieux. Et il en fut de même des périodiques politiques de l'entre-deux-guerres.

Examinons maintenant ceux de nos jours : « Le Monde Libertaire » paraît régulièrement sur 16 pages, le N° 18 de « La Rue » en compte 100, « Défense de l'Homme » (N° 303) a paru sur 40 pages, ce qui est à peu près la moyenne de ces deux périodiques.

Eh bien, si je fais le bilan de la lecture fournie par nos journaux actuels, comparativement à celle qu'elle offrait dans le passé, je ne vois pas qu'il y ait un recul à enregistrer, contrairement à ce qu'avance l'auteur.

Mais un deuxième point reste à soulever : celui de la diffusion de notre presse.

Estimation périlleuse, le reconnaît MAITRON. Périlleuse pour les journaux actuels, et plus périlleuse encore, pour ceux d'il y a soixante ans.

Faute de pouvoir l'établir globalement, MAITRON envisage le nombre d'abonnés, qui peut être une indication.

« Si l'on ajoute que cette même année 1913, six autres journaux anarchistes (en dehors des « Temps Nouveaux » et du « Libertaire ») firent paraître entre dix et trente six numéros, on peut estimer plausible le chiffre de 3.000 abonnés à des journaux anarchistes en 1913. » (Tome 2, p. 128).

A cette estimation suit celle de nos jours :

« Il m'est impossible d'avancer des chiffres mais, compte tenu de la diffusion limitée de tous ces périodiques, on peut penser que fixer à 1.000 le total des abonnés à l'ensemble de la presse libertaire actuellement constitue une estimation sérieuse. » (Tome 2, p. 129).

Alors là, MAITRON n'est guère généreux et, malgré l'hommage qu'il nous rend en nous fixant la plus grosse part de ce chiffre (600 sur 1.000), je suis obligé en toute objectivité de le démentir.

D'abord ce n'est pas « Monde Libertaire » que revient la palme, mais à « Défense de l'Homme », peu diffusé en dehors de ses abonnés, dont le nombre oscille vers les 2.000.

Pour ce qui nous concerne, après renseignements pris, auprès des camarades responsables, j'apprends que les abonnés au « Monde Libertaire » sont plus du double de ce que nous accorde MAITRON.

« Le Réfractaire » approche des six cents, et s'il faut ajouter toutes les autres feuilles, j'ai bien peur pour la thèse d'une régression du mouvement anarchiste que le chiffre avancé de 3.000 abonnés en 1913 soit amplement dépassé.

Cette heureuse manne d'abonnés se serait-elle produite de 1972 (où s'arrête l'étude de MAITRON) à 1975, ou s'est-il montré un peu réservé dans ses estimations ?

Dans l'un ou l'autre cas, le dépérissement du mouvement qu'il s'attache à démontrer se trouve singulièrement informé.

*

Y A-T-IL COMPATIBILITE ENTRE L'ANARCHIE ET L'ORGANISATION ?

Si sur le premier problème (celui d'une régression ou non du mouvement) on peut disposer de chiffres, même si comme nous l'avons vu, on peut leur faire dire ce que l'on veut et, au besoin, en donner une estimation arbitraire, sur le second point la réponse est plus subjective encore.

MAITRON oppose deux courants de pensée : celui de la plateforme d'ARCHINOFF qui réclame une organisation solidement structurée et la « synthèse anarchiste » chère à Sébastien FAURE et VOLINE, selon laquelle toutes les tendances anarchistes doivent trouver une convivence.

Cela signifie-t-il que les premiers excluent la pluralité des seconds ?

Si cela fut vrai à l'origine, en revanche pour FAYOLLE (en qui MAITRON veut voir un descendant de la pensée d'ARCHINOFF) la question ne se posait pas : pour lui toutes les tendances devaient trouver place dans une organisation structurée.

Si, après sa mort, l'ORA s'est orientée différemment, c'est dans l'ignorance ou l'oubli de ses conceptions.

Pour les synthésistes toute organisation est-elle à bannir ? Pas davantage.

Simplement ils estiment que cette organisation doit répondre aux strictes nécessités et ne pas devenir une fin en soi.

Comment ne pas faire montre de cette vigilance, lorsqu'on a vu les appareils organisationnels se substituer à l'organisation vivante, et lui imposer ses diktats et sa loi ?

Cela, non seulement chez nos adversaires, imbus d'autorité, mais aussi dans nos rangs quand, au nom de l'efficacité, on a toléré des entorses à nos principes.

On le voit, la notion d'organisation est une forme très vague, et très étendue, qui va du contrat stérinérien à la dictature stalinienne, en passant par le contrat proudhonien, le communalisme bakouninien et le centralisme marxiste.

Dès lors, n'y a-t-il pas gratuité à taxer d'organisationnel, ce qui ne va pas jusqu'au degré d'organisation désiré.

J'admire, quant à moi, l'assurance de l'auteur qui tranche sur les « familles » anarchistes et distribue à chacun ses étiquettes.

En vérité il n'existe pas des familles anarchistes, mais

une famille groupant, ici et là, non des catégories, mais des individus.

Et, lorsque ceux-ci cessent de se considérer comme tel, pour se laisser enrégimenter, ils cessent aussi d'appartenir à cette famille.

Mais cela n'implique pas, tout au contraire, que les synthésistes soient dans l'ignorance les uns des autres, qu'il n'y ait pas entre eux un ciment beaucoup plus solide et beaucoup plus réel que la factice imposition d'un règlement dictée par un parti.

Je ne peux davantage suivre MAITRON dans sa conclusion :

« Il y a, nous semble-t-il, incompatibilité absolue entre l'organisation fédéraliste telle que la conçoivent les synthésistes et l'organisation fédéralistes telle que la conçoivent les plateformes. » (Tome 2, p. 110).

Or, lorsque je lis le texte de FAYOLLE (considéré par MAITRON comme un platformisme) j'y retrouve l'essentiel des « Principes de base » de la F.A. :

« La minorité qui ne peut, en aucun cas, être tenu d'appliquer les décisions prises par la majorité, s'interdit par contre de faire obstacle aux décisions prises majoritairement en congrès, tout en conservant le droit de s'exprimer dans toutes les instances et tous les organes du mouvement. »

Même souci du droit de chacun, à la différence que chez nous toute action entreprise (car il en est d'autres que celles décidées au congrès) a droit à ce respect sans qu'elles aient à être sanctionnée par un vote.

Cette manie de catégoriser les anarchistes et de voir des filiations partout, conduit MAITRON à des énormités comme celle de considérer l'AOA héritière de la FAF de 1936 (Tome 2, p. 96) !!!

Comment comparer « Terre libre », riche des études de VOLINE et de PRUDHOMMEAUX, avec un papier dont l'unique objectif est de semer l'insulte et la calomnie, et dont les animateurs sont beaucoup plus dignes de pitié que de la moindre étude.

En vérité dans ces « scissions » diverses signalées par l'auteur, et qui ne constituent le plus souvent que le bruyant départ d'une poignée de curieux, égarés dans nos rangs, il est audacieux de voir un insoluble problème entre l'idéal et son application.

Dans le dernier chapitre « Marxisme et anarchie » MAITRON nous rappelle les concessions idéologiques faites par celui-là à celle-ci, et les divergences entre les anarchistes, pour qui l'Etat doit être aboli, et les marxistes, pour qui il meurt à l'heure H le jour où l'humanité est à terme.

Le malheur est que sa mort est entre les mains de ceux qui en sont les représentants, lesquels expliqueront, au nom des théories les plus savantes et les plus « scientifiques » que l'humanité n'est pas encore à terme.

J'aurais aimé, au lieu des éminentes citations des MARX, ENGELS, LENINE et consorts, une étude historique sur ce fameux dépérissement de l'Etat et comment le moribond fut prolongé par le trio LENINE, TROSKY, ZINOVIEV, faisant mitrailler Kronstadt au nom des mêmes arguments qu'avaient THIERS et GALLIFET en 1871.

Les faits sont beaucoup plus convaincants que les discours et les engagements, et permettent de mesurer la différence entre ceux-ci et ceux-là.

Je ne saurais terminer cette critique sans signaler les 200 pages de bibliographie du mouvement anarchiste depuis 1880, qui reprennent et complètent les références et documents fournis dans la première édition.

Il y a là un tableau extraordinaire de la liste des périodiques, repris année par année, et des livres et brochures édités depuis 1880 jusqu'à 1972.

Une pareille documentation est sans doute ce qui restera de plus essentiel, pour ceux qui se pencheront sur l'histoire de l'anarchie.

Maurice LAISANT.

(1) En dehors de cet ouvrage, MAITRON dirige et participe au dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, dont doit sortir prochainement le 13^e Tome, et qui va de la Révolution française à nos jours.

ÉCOLOGIE ET RÉALITÉ SOCIALE

«—Accepteriez-vous que votre fils descende, comme vous depuis vingt ans, dans la mine de charbon ?

— Non, jamais ! Tout sauf ça ! On y meurt lentement... » (Interview d'un mineur, Liévin, février 1975).

Les travailleurs du centre de traitement des combustibles radioactifs de La Hague (Normandie) se sont mis en grève début avril. Motif : les conditions de travail dans l'« Atome » sont trop dangereuses. Les syndicats soutiennent les revendications.

Les déchets radioactifs des centrales nucléaires hypothèquent pour des millénaires la sécurité et l'intégrité de l'humanité.

Voilà. L'essentiel du problème tient dans ces trois faits. C'est en face de ces données que l'on doit se poser la question de la valeur de l'écologie, dans le contexte social :

Allez dire au mineur de fond que, puisque le nucléaire est vraiment trop dangereux, vous préconisez de passer le cap de l'An 2000 en utilisant le charbon comme source d'énergie principale (il en reste pour plusieurs siècles) ! Ça voudrait dire en clair : plusieurs centaines de milliers de travailleurs supplémentaires condamnés à une vie terriblement pénible — il faut être descendu pour comprendre — condamnés aussi à brève échéance à crever lentement de silicose...

Allez dire aux milliers de travailleurs qui vivent de l'industrie chimique, par ailleurs tellement agressive pour les milieux naturels (raffineries, papeteries, cimenteries, traitement des minerais, etc.), que pour que l'humanité ait quelque chance de survivre, il faut reconsidérer immédiatement l'ensemble des procédés techniques... et donc les foutre à la porte !

Allez dire au million de chômeurs, qui en sont réduits après quelques mois à accepter n'importe quel boulot, que le plein-emploi dans le schéma industriel actuel implique la croissance-gabegie, et à long terme l'impasse pour des milliards d'humains...

Allez leur dire tout ça ! C'est le meilleur moyen pour accréditer les amalgames du style : « écologistes = réactionnaires », « révolutionnaires = intellectuels petit-bourgeois ».

PAS CREDIBLES !

Et c'est effectivement l'image que laissent dans le monde ouvrier et paysan les écologistes « purs et durs ». **Inconscience et naïveté** de ces ex-lycéens, lorsqu'ils prennent leurs désirs pour des réalités ; exemple : « l'énergie nucléaire est criminelle, n'utilisons que les sources d'énergie non-polluantes ! » C'est oublier que l'utilisation de ces sources d'énergie —

qui sont effectivement la meilleure garantie pour une société un peu humaine — pose des problèmes de mise au point pratique. Mais, surtout, la mise en œuvre de ces technologies exige de façon tellement évidente une toute autre mentalité (renversement du choix des priorités) que celle des dirigeants — possédants actuels qu'il est parfaitement vain et **démobilisateur** de se le cacher.

Inconscients, et puis aussi **superficiels** : qui n'a jamais souri en les entendant prôner, pour maintenant — tout-de-suite, la croissance zéro ? En effet, c'est un peu plus compliqué que ça, tout de même ! La croissance zéro, dans les pays industrialisés, occidentaux, capitalistes, ça veut dire très exactement : croissance zéro du P.N.B. Et rien de plus ! Mais au contraire : croissance régulière du chômage, maintien du rythme d'épuisement des matières premières, croissance du fossé entre pays industriels et pays dits sous-développés (puisque la production agricole des premiers serait limitée à la satisfaction de leurs propres besoins ; même l'exportation — charité, ridiculement faible et très suspecte — serait arrêtée !).

Alors que la croissance zéro que nous souhaitons, ne se comprend que dans un contexte social où l'on travaillerait juste assez pour pouvoir bien vivre, où l'on recyclerait systématiquement les déchets, où l'économie fonctionnerait de manière fédéraliste à l'échelle mondiale.

En fin de compte, la démarche-même de ces militants va à l'encontre du but poursuivi. « Détachés » du contexte socio-politique actuel, ils projettent des schémas — parfaitement justifiés au demeurant, et qui ne peuvent que recevoir l'approbation des anarchistes — sur la réalité d'aujourd'hui, feignant d'ignorer qu'ils ne colloquent qu'à la réalité de demain... ou d'après-demain !

CEUX QUI NOUS AIMENT...

Ce disant, je vois venir nos gouvernants adorés, nos politiciens adulés (de gauche ou de droite, tout pareil !), me tendre les bras en sursurant : « Mais alors, nous sommes d'accord ! ». Parce que chez eux, c'est une raison d'être, une habitude tenace, que de promettre le paradis pour... dans quelque temps, une fois passés les temps difficiles de la mutation » (sic).

Côté pouvoir, ça donne des perles telles que : « Nous préparons, par la société du changement, la civilisation du progrès ». Et ils multiplient les trompe-l'œil : filtres d'usine — mais épuisement du sous-sol — stations d'épuration — mais pollution quasi irrémédiable des mers... Nous ne sommes pas dupes. La tactique du **pouvoir** ne consiste en rien moins que de jouer sur le **chantage au chômage** pour perpétuer, grâce à la poudre-aux-yeux des mesures et réformes apparentes, le saccage du patrimoine naturel pour le plus grand profit... de quelques-uns ! Et tout ça passe si bien que beaucoup

d'agents du pouvoir, relativement sincères sur ce point de vue-là, sont complètement dupes, et croient honnêtement œuvrer pour le bien de l'humanité vers une civilisation écologique !...

En conséquence, pour ce qui concerne les parvenus du pouvoir, il est facile de comprendre que l'humanisme qu'ils professent ne fait que cacher au mieux leur bêtise ou leur ignorance, mais bien plus vraisemblablement leur soif de fric et leur appétit de puissance et de domination.

LES MARXIENS : DES MYSTIFICATEURS

Mais pourquoi n'ai-je pas tellement le sentiment de changer de sujet lorsque je me tourne maintenant vers les politicards de gauche, postulant le trône?... Peut-être parce que dans ce domaine, leurs positions rappellent bizarrement celles de leurs concurrents ?

En effet, qu'entend-on à gauche ? Principalement, le refrain qui pour eux, constitue à lui seul, non seulement une consigne de type syndical pour temps de crise, mais un but en soi : le plein emploi. Il entre dans le rôle des syndicats de défendre cette sécurité pour les travailleurs. Mais il est parfaitement décourageant de l'entendre élever au niveau du dogme dans la bouche de dirigeants de partis qui prétendent incarner le mouvement et la promesse d'un avenir dont on n'ait pas peur.

Car est-il crédible le parti qui, au nom de la défense de l'emploi, accepte délibérément de **fermer les yeux** sur les erreurs tragiques d'un système qui menacent à long terme, la survie-même des humains ? Peuvent-ils se prétendre socialistes, ces politiciens qui feignent de ne pas comprendre que les hypothèses sur le futur imposées par nos dirigeants risquent bien plus certainement de rendre impossible l'avènement d'une nouvelle civilisation authentiquement socialiste ? Peuvent-ils prétendre représenter les aspirations profondes du peuple, ceux qui n'osent pas prendre des positions un peu courageuses — qui iraient à l'encontre de la Parole de Notre Seigneur Saint Marx — afin de ne pas risquer de décevoir leurs électeurs ? ! Ils se disent les garants des intérêts des travailleurs, des classes opprimées, et dans le même temps permettent aux oppresseurs de les amener, eux et leurs descendants, tout droit à l'abattoir !

ET LES ANARCHISTES ?...

J'ai déjà parlé de « position de type syndical », à propos de la défense de l'emploi. Eh bien, ce terme me paraît précisément le plus indiqué pour qualifier ce qui pourrait être l'action des anarchistes dans le domaine de l'écologie et de la santé.

En effet, il est naturel que nous revendiquions pour la **civilisation libertaire, fédéraliste et fraternelle, les caractères d'une société « écologique »**. Nous ne concevons pas



cette civilisation sans la mise en œuvre des technologies non-polluantes et libératrices, sans la gestion rationnelle du patrimoine naturel, basée sur le recyclage systématique, sans un progrès dont les efforts tendront vers le mieux et non plus seulement vers le plus. C'est cela, notre croissance zéro.

Mais nous ne prétendons pas amener la société actuelle à avoir un comportement et un fonctionnement écologiques. Parce que ce seraiturrer les travailleurs, desservir leurs intérêts de classe. Et parce que ce serait, tout simplement impossible (voir ce qui est dit plus haut de la prétendue « croissance zéro » en contexte capitaliste...).

Cependant, nous sommes conscients que la société actuelle, non contente d'écraser de plus en

plus les petits, emmène l'humanité vers de véritables désastres écologiques. Et ceci, bien plus rapidement qu'il n'y paraît ! Rappelons-nous les 10 milliards d'hommes pour l'an 2020 ! Ou la très prochaine agonie des océans ! Le rôle des révolutionnaires est bien de **gueuler**, gueuler le plus fort possible aux travailleurs, que le sort de nos enfants se joue dans les quelques décennies à venir !

Hurler, mais aussi **agir**, de façon que les erreurs du système actuel ne risquent pas de rendre à **jamais impossible** la révolution sociale qui seule ouvrira les portes de l'avenir. Et c'est bien là qu'on peut parler d'**action de nature syndicale** : œuvrer dans le présent pour ne pas condamner les promesses du futur.

Emm. de SEVERAC.

Max Stirner pédagogue

« La plupart des étudiants sont un exemple vivant de cette triste tournure que prennent les choses. Courtaudés de la plus belle façon, ils courtaudent à leur tour, dressés ils dressent encore. » Cette phrase, qui exprime la réalité d'aujourd'hui a été écrite en... 1842 par Max Stirner, dans un article paru dans la Rheinische Zeitung, le Faux Principe de notre Education.

Cet article n'a pas du tout vieilli, la critique du système de l'éducation qu'il a faite en 1842, est (hélas !) toujours vraie 133 ans après.

Les idées de Max Stirner sur l'éducation sont mal connues du public, qui ne connaît que l'Unique et sa propriété. Pourtant bien avant Ferrer, Robin, ou Faure, Max Stirner fait une analyse de l'éducation, et dénonce les buts que l'Etat fixe à l'éducation : « C'est en cela que consiste le genre d'éducation et de culture, que peut me donner l'Etat : il fait de moi un instrument utilisable, un membre utile de la société » ou « L'éducation crée des esprits légaux, non des esprits libres ».

Max Stirner n'a pas réalisé une école, comme Ferrer, Robin, ou Faure l'ont fait où leurs idées étaient appliquées, mais il a dégagé des idées, que les pédagogues libertaires reprendront par la suite,

élargiront, et appliqueront. Pour Stirner le but de l'éducation n'est pas de développer le Savoir mais « ... D'amener la personne à son épanouissement ». Epanouir l'individu, le révéler à lui-même, pour qu'il devienne une personne libre, voilà la finalité de l'éducation. Pour lui, l'éducation doit « partir » des besoins de l'enfant, de l'individu. C'est-à-dire qu'on n'impose plus des programmes, des heures pour étudier différentes matières, mais si l'enfant, par exemple, a envie de faire de la géographie et une heure, après, de connaître les mécanismes d'un moteur à explosion on doit le laisser faire. Donc « ... Nul besoin de concordance entre l'école et la vie, mais que l'école soit vie ».

On peut voir que les buts de l'éducation libertaire et les moyens que Stirner se donne pour les atteindre coïncident avec les désirs et les expériences des pédagogues libertaires comme Robin, Ferrer, etc...

La réalité du Faux Principe de notre Education, m'incite à proposer à la réflexion de M. Haby cette pensée de Stirner : « Que l'éducation universelle soit éducation à la liberté, et non pas à la soumission. Etre libre, telle est la vraie vie »...

Pierre-Emmanuel ROBIN.

LA NOUVELLE LUTTE POUR LA VIE

Il ne faut pas se faire d'illusions : le totalitarisme rouge progresse en Asie.

Devant cette menace, la presse de gauche se fait rassurante : « ne vous inquiétez pas, écrit-elle en substance, les pays communistes sont tous devenus nationalistes, — le communisme a plusieurs visages — » (1) ; la Chine et l'URSS sont devenues deux ennemis irréconciliables ; l'Europe est hors de danger ; d'ailleurs l'Union soviétique n'a-t-elle pas besoin de la détente pour se fortifier économiquement ? Dans l'Union de la Gauche, les communistes ne se sont-ils pas engagés à respecter les libertés démocratiques et la pluralité des partis ? En France, le communisme prendrait fatalement une forme libérale, très différente des autres styles de communisme, etc. ».

Voilà une analyse, répandue par le P.C. lui-même, qui risque d'endormir notre vigilance, de nous égarer dans un proche avenir. Nous devrions cependant savoir que les visages du communisme se ressemblent comme ceux de vrais jumeaux et qu'on n'en connaît pas encore de vraiment « humain » (on ne sait que trop ce qui est arrivé au seul qui ait jamais existé !). Certes, le communisme s'humanise parfois... lorsqu'il n'est pas encore au pouvoir ; mais c'est pour mieux s'en saisir !

Comment ignorer que tout pays passé au communisme se dote d'un Etat comme les autres — et même beaucoup plus répressif que les Etats capitalistes ? Quant à la guerre froide que se livrent actuellement l'Union soviétique et la Chine, c'est, en réalité, une lutte implacable pour l'hégémonie mondiale.

La prétendue « détente » n'est qu'une tactique parmi d'autres : il s'agit de permettre à l'U.R.S.S. de réaliser ses objectifs impérialistes. Il est certain que ce pays a provisoirement besoin de paix pour affirmer sa domination sur les pays satellites et pour se renforcer économiquement et militairement. Il est également indéniable que l'Union soviétique préfère de beaucoup se dispenser d'une guerre chaude, alors qu'elle est économiquement fragile et menacée par la Chine ; d'ailleurs, pourquoi courrait-elle de tels risques alors qu'elle peut parvenir sans guerre à dominer l'Occident ? Les partis communistes de ces pays ne sont-ils pas là pour l'aider dans sa tâche ? A la faveur de la crise économique, et grâce à l'incapacité du capitalisme à venir à bout du chômage et des inégalités, ces partis se renforcent progressivement et minent peu à peu le système capitaliste. Le Portugal est menacé à court terme, demain, ce sera l'Italie, l'Espagne, la France... Une fois arrivés au pouvoir, les partis communistes devront se montrer dociles envers l'U.R.S.S., sinon, comme à Prague, et aussi facilement, les tanks russes se chargeraient de les ramener à l'obéissance !

Et puis qu'importe aux hommes libres que la Roumanie, la Hongrie, le Vietnam tiennent à leur identité nationale et prennent quelque distance avec les deux grands pays frères, leurs gouvernements n'en sont-ils pas moins des dictatures ? Quel que soit le drapeau, l'installation du communisme dans un pays, c'est toujours l'autocratie du Parti, la centralisation étatique, la répression des libertés individuelles, la négation des droits de l'homme, la censure, etc., il en serait de même demain en France, c'est dans la logique du système — il n'est qu'à observer l'organisation du parti communiste en France pour comprendre qu'il suit déjà cette logique-là.

Pour stopper l'inexorable avance du communisme, et avoir le temps de préparer la véritable révolution, il est nécessaire de comprendre ce qui fait sa force, son dynamisme, sa puissance offensive.

Sa force provient d'abord de l'organisation autoritaire des Etats communistes : l'administration, les entreprises, les media, l'enseignement étant entièrement dans les mains du parti, les esprits sont tous façonnés dans le même moule, si bien que dehors de quelques « déviants », considérés comme de dangereux schizophrènes, nul ne songe à contester le système (si les Sakharov, les Soljenitsyne ont pu s'exprimer, malgré les persécutions, c'est parce qu'ils étaient célèbres et soutenus par l'Occident — les autres, les anonymes croissent dans les asiles psychiatriques et les camps de travail forcés).

On n'imagine pas, dans notre pays, à quel point des esprits endoctrinés, manipulés quotidiennement depuis l'enfance, coupés de contacts avec l'extérieur et privés d'informations, peuvent se trouver piégés intellectuellement et affectivement. Aliénés, mais inconscients de leur aliénation (et c'est là le drame !), ils n'entrevoient même pas la possibilité d'une autre forme de société que la leur.

Il en résulte que les sociétés communistes sont des sociétés sans opposition ; leur grande cohésion facilite considérablement la tâche des dirigeants. Ainsi, les hommes ne se posent de questions ni sur leur régime, ni sur leur mode de vie, ni sur l'organisation du travail, ni sur la hiérarchie, ni sur les media, et encore moins sur l'idéologie unique qui leur est inculquée. Les dirigeants peuvent, sans risque de grèves, de manifestations, de campagnes de presse, imposer leurs idées, leur morale, leur politique, leurs plans économiques, leur organisation de fer ; eux-mêmes sont sûrs de leurs systèmes de références, sûrs d'être dans le sens de l'Histoire, sûrs de faire le bonheur des citoyens. Dirigeants et dirigés ont la même vision manichéenne du monde, jamais remise en question, même s'il faut parfois, et par tactique, pactiser avec le Mal, c'est-à-dire avec le capitalisme.

Travail, Famille, Patrie, obéissance au Parti, aux chefs, foi absolue en l'idéologie marxiste, tout est simple, tout est clair pour un citoyen soviétique.

L'Occident présente un virage autrement tourmenté et vulnérable.

Le capitalisme, avec son culte du profit, de la croissance, de la consommation, pousse chaque citoyen à devenir un jouisseur égoïste. Pas d'idéal général et collectif de vie, mais la compétition des individus, des sectes, des classes, des entreprises. Mais à cause de son égoïsme même, et malgré la répression de la créativité individuelle et les injustices sociales, l'organisation capitaliste laisse suffisamment passer de liberté pour que la mise en question du système et sa contestation soient rendues possibles. Le gouvernement doit tenir compte des idées nouvelles, se donner la peine de les récupérer. Une grande partie de l'énergie des dirigeants occidentaux est dépensée à lutter contre les diverses oppositions, à préparer les nouvelles élections, et à se maintenir sur la défensive, tandis que l'énergie des dirigeants soviétiques est surtout consacrée à l'offensive (ne parlons pas des querelles de palais qui sont les mêmes dans les deux camps).

Bien mieux, à l'Ouest, l'attrait du profit favorise la contestation. Comme le marxisme et la contre-culture se « vendent » bien, on les laisse s'exprimer librement dans les livres, les revues, les journaux.

Pour conserver et développer le commerce avec l'Est, les puissances d'argent évitent d'avoir une attitude trop critique vis-à-vis des régimes communistes ; c'est ainsi par goût du lucre, et non comme le pensait Marx, « la bourgeoisie engendre ses propres fossoyeurs ».

D'ailleurs, l'ennemi n'est-il pas déjà dans la place, non seulement à cause de l'existence de forts partis communistes nationaux, très bien organisés, mais parce que la pensée occidentale est imprégnée de marxisme ? Il est de bon ton, chez les intellectuels, de se dire « marxiste », et tout révolutionnaire ne se sent de « gauche » que s'il fait allégeance à Karl Marx.

Les fautes et les crimes injustifiables commis par les dirigeants américains en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, font le jeu de l'Union soviétique ; ils suscitent la réprobation du monde libre, le désir de chasser les Américains des pays qu'ils occupent, ce dont les Soviétiques ont besoin pour assurer leur hégémonie sur l'Europe affaiblie et divisée.

Par souci électoral et pour prendre le pouvoir (en se figurant naïvement que les communistes le leur laisseront, et cela malgré les deux coups de Prague), les socialistes s'unissent aux communistes et les aident à progresser.

Mais, partout, c'est le communisme qui mène la danse, ouvertement ou sournoisement ; le plus souvent, les autres ne font que réagir à ses initiatives, au lieu d'agir constructivement, c'est-à-dire en créant un nouveau modèle de société dont l'attrait serait irrésistible.

Or, l'homme nouveau, la société libertaire, ne peuvent naître et se développer que dans un climat de recherche, de contestation et d'insécurité ; et c'est tout ce travail créateur, mais lent et difficile, que l'aveuglement égoïste du capitalisme et la puissance offensive du communisme mettent en danger. Ce qui est en péril, c'est l'homme désaliéné, ouvert, créatif et coopérant — c'est l'homme en devenir, encore embryonnaire, donc informé, fragile, vulnérable, et qui a besoin d'une longue période de gestation pour parvenir à l'âge adulte.

Il nous faut avoir conscience du danger qui le menace : le danger c'est qu'il soit étouffé dans l'œuf ; c'est la mort définitive de l'homme libre et créateur et de la société égalitaire. L'idéologie de la consommation et de l'argent, comme le messianisme marxiste ou le nihilisme d'un certain gauchisme — ignorant du péril — sont au service de la mort — mort de l'esprit, mort de la nature, mort de l'espèce, que ce soit par les guerres ou par la robotisation de l'individu.

Aux idéologies mortes de la mort, il nous faut substituer l'idéologie vivante et vivue de la vie ; il nous faut la divulguer très vite afin de faire la cohésion des hommes autour de la défense de la vie, alors que la cohésion se fait, en ce moment, dans la méfiance et la peur de la vie ; il nous faut, sans complaisance, et d'où qu'elles

viennent, dénoncer partout les forces de destruction. Il est temps de ne plus nous bercer d'illusions et de voir le réel tel qu'il est, afin de mettre l'accent sur les menaces les plus immédiates et les plus irrémédiables. Il ne s'agit plus, comme c'est trop souvent le cas pour la gauche, de fustiger le capitalisme et d'être indulgent pour la répression et les crimes du communisme ; il nous faut dénoncer avec autant de vigueur les tares des deux systèmes ; par exemple, il est nécessaire de dire :

— qu'en Occident, le travail est aliéné, mais qu'il est largement autant à l'Est (pas de possibilité de grèves et de lutte syndicale) ;

— qu'en Occident, les facultés de création et de sociabilité sont réprimées, mais qu'à l'Est, c'est le lavage de cerveau sans espoir, les camps de concentration et les asiles psychiatriques pour les opposants ;

— qu'en Occident, les énormes inégalités sont injustifiables, mais qu'elles existent à l'Est, et qu'il est impossible de les dénoncer ;

— qu'en Occident, les media nous infantilisent, mais qu'à l'Est, la « langue de bois » idéologique est aussi infantilisante que notre publicité, nos variétés et nos jeux télévisés, etc.

Plus que jamais, à l'Ouest comme à l'Est, les forces de destruction sont en train de nous berner. Nous devons mener à bien la nouvelle lutte pour l'homme et pour la vie.

Mathilde NIEL.

(1) Voir Le Nouvel Observateur, Jean Daniel, 12-18 mai 1975.

ASSISES DES STÉRILISÉS

15 JUIN 1975
à 14 heures

44, rue de Rennes - Métro Saint-Germain-des-Prés

Film sur la vasectomie suivi d'une conférence de Presse, débat avec Leroux stérilisé de Nantes et nos camarades des procès de Bordeaux de 1937.

Il nous a semblé intéressant de publier cette résolution du Congrès du M.L.E. réuni en 1945 car il présente un aspect historique qui intéressera tous les militants et tous nos lecteurs.

Projets du mouvement libertaire C.N.T. pour l'après-franquisme

Rapport sur l'économie

CONGRES DES FEDERATIONS
LOCALES DU 1^{er}
AU 12 MAI 1945

Nous ne vivons pas préoccupés par l'Histoire cependant nous savons que ce congrès aura d'énormes répercussions dans le futur, qu'il marquera quelque chose de fondamental dans la vie du Mouvement libertaire et dans la Confédération nationale du travail : c'est le premier acte public par lequel plus de 400 délégations au nom de plus de 450 Fédérations locales disséminées dans toute la France détermineront depuis la base le premier geste de récupération du mouvement.

Récupération, oui. Après la phase entamée le 19 juillet 1936 et close en mars 1939 phase durant laquelle l'intérêt suprême de la lutte contre le fascisme et la nécessité de faire front aux contingences internationales déterminèrent l'orientation du M.L.E. La C.N.T. par ses tactiques et ses principes intervenant de manière active dans le mouvement espagnol, c'est là, le premier acte par lequel le mouvement et la Confédération, librement et depuis la base, ratifient leurs tactiques d'action directe de lutte contre l'Etat et ces principes socialistes acratés et révolutionnaires maintenant sa position d'indépendance et ses solutions propres.

Ce sera là le premier cas dans l'Histoire d'un mouvement de masse et d'idées qui passant par l'épreuve de feu du pouvoir et de l'intervention dans le domaine public, se replie de nouveau sur lui-même revenant à ses principes d'action directe et révolutionnaire et à toutes ses finalités essentielles sans se laisser aller dans la pente dangereuse de la collaboration de classes et du réformisme politique.

LE COMITE NATIONAL.

PREAMBULE

Quel qu'ait été le régime gouvernemental dominant en Espagne, notre peuple attend, depuis des temps immémoriaux, la transformation économique pouvant lui assurer un développement approprié. Mais cette transformation économique ne s'est pas faite. Les intérêts des travailleurs ont été volontairement négligés. Par contre, la défense et l'appui puissant au système classique de libéralisme économique à domination capitaliste ont primé.

Lors du soulèvement militaire fasciste de juillet 1936, on a voulu réduire encore plus le niveau de vie des producteurs. La réponse que les masses donnèrent à cette prétention fut la mise en place de nouveaux procédés et méthodes économiques qui modifièrent complètement le système d'exploitation capitaliste, rendant évidente pendant la période 1936-1939 la certitude que l'on peut organiser un

développement économique équitable et juste.

Au cours des essais et mises en pratique réalisés entre 1936 et 1939, la valeur positive de l'initiative populaire a été évidente. Il est certain qu'il eut des particularismes qui diminuèrent la souplesse et la canalisation de l'ensemble des actions.

Malgré les difficultés et obstacles officiels et officieux, la réaction naturelle de ceux qui ont subi des préjudices, et l'existence de la guerre qui absorba le meilleur des énergies physiques et intellectuelles de notre peuple, le Mouvement libertaire espagnol (C.N.T. en France) revendiqua le système pratique alors et pense qu'il est nécessaire de poursuivre dans cette voie en l'intensifiant ; il se propose à la vue des constatations positives et négatives observées, de schématiser l'orientation qui, en matière économique, doit être instaurée afin de développer les possibilités qui permettront d'augmenter d'une manière progressive et constante le niveau de vie de notre pays. A cet effet, le M.L.E. (C.N.T. en France) évalue les aspects essentiels du problème, que l'économie espagnole pose, ainsi que les solutions correspondantes.

Considérant que le déséquilibre socio-économique du peuple espagnol, ainsi que de tous les autres peuples du monde, renferme un vice universel dont l'origine réside dans l'injuste distribution des moyens de production et dans le droit illimité à user et abuser de la richesse privée.

Considérant que seul un changement profond des structures de la société capitaliste, changement produit par des moyens et solutions correspondant à l'esprit révolutionnaire et libertaire de notre Mouvement dont le but est de revaloriser l'homme par-dessus tous les systèmes afin qu'il vive une vie libre dans le maximum de justice et de solidarité humaines.

Le congrès des Fédérations Locales estime nécessaire de voir observer les moyens d'organisation économique suivants :

SOCIALISATIONS

Parmi les industries et services qui par leur importance, spécialités, fonctions et structures, doivent être obligatoirement socialisés, il y a : la grande industrie sidéro-métallurgique, les grandes centrales génératrices d'énergie électrique, les mines, les chemins de fer, les transports terrestres, maritimes, aériens, les communications postales, téléphones, radios, banques, services de santé, l'enseignement à tous les échelons, les services forestiers, industries pétrochimiques, pêche, etc...

Les Fédérations d'industrie qui contrôlent les unités économiques affectées par ces mesures, seront celles qui seront chargées de la régularisation des activités et services.

COLLECTIVITES INDUSTRIELLES

Le système actuel de production industrielle sera remplacé par la gestion directe des ouvriers à travers les Conseils technico-administratifs et statistiques respectifs, du chantier, usine, atelier ou exploitation, désignés en assemblée générale par les travailleurs des diverses sections de chaque unité productrice tendant à une économie propre.

Les délégués qui doivent constituer leur Conseil technico-administratif et statistique respectif, seront nommés par l'assemblée générale de la branche industrielle intéressée ; de même seront nommés ceux qui feront partie du Conseil technico-administratif et statistique de chaque industrie locale. C'est également en assemblée générale d'industrie que seront nommés les délégués qui feront partie des différents organismes locaux, cantonaux, régionaux et nationaux de l'industrie.

* *

L'artisanat est parfaitement compatible avec le régime des collectivisations industrielles, tant que celui-ci ne fait pas appel à la main-d'œuvre salariée.

Les Fédérations d'industrie disposeront de Conseils techniques qui étudieront les modalités propres à accroître le perfectionnement de la production moyennant l'application de nouvelles méthodes de travail qui suivront le rythme du progrès des sciences et techniques modernes.

COLLECTIVITES AGRICO-PASTORALES

Considérant que le sol fait partie du patrimoine commun, nous revendiquons pour les collectivités agrico-pastorales le droit d'exploitation collective de la terre ; à cet effet les travailleurs agricoles prendront possession des grandes propriétés rurales ou de n'importe quelle autre exploitation agrico-pastorale où existe le salariat, pour leur usufruit et travail collectif.

Seule sera admise l'exploitation individuelle ou familiale des ouvriers agricoles qui travailleront pour leur propre compte et qui n'exploiteront pas autrui.

Les collectivités agrico-pastorales devront se fédérer localement, régionalement, et nationalement en constituant leurs conseils technico-administratifs et statistiques respectifs.

Les Fédérations locales, cantonales, régionales, et nationales des collectivités agricoles établiront un plan d'industrialisation de l'agriculture et de la rationalisation des cultures.

INSPECTIONS ET CONSEILS

Les Fédérations d'industrie et la Fédération des collectivités agrico-pastorales établiront un service d'inspection des travaux en vue de parvenir à l'accroissement

de la production et d'assurer la moralité de la gestion productive et administrative des collectivités. Ces inspections auront, en outre, le caractère de conseils technico-administratifs.

Les Fédérations d'industrie et la Fédération de collectivités agrico-pastorales créeront des écoles de préparation et de formation technique et professionnelle, fermes expérimentales, industries dérivées de la vie à la campagne, organisation de l'élevage du bétail, etc...

CONSEILS D'ECONOMIE

Conseil local. — Pour coordonner l'économie, il se constituera dans chaque localité un Conseil local d'économie composé des délégués de chaque industrie et de l'agriculture.

Conseil Cantonal. — Du point de vue cantonal, la réunion plénière de conseils de l'Economie comprendra une représentation de chacune des Fédérations d'industrie cantonales, la Fédération cantonale des collectivités agrico-pastorales et une représentation de chaque conseil d'économie locale. Par l'intermédiaire des conseils d'Economie susmentionnés, on aboutira à la réalisation des objectifs suivants :

a) Etude et mise en pratique d'un plan d'industrialisation, production, consommation, exportation et importation.

b) Faciliter la coordination de la distribution et de l'échange de la production industrielle et agricole pastorale entre les différents cantons, régions du pays et avec l'extérieur.

c) Planifier la construction des travaux hydrauliques, canalisations et irrigations, routes, pistes, expansion et électrification du réseau ferré, augmentation des moyens de transports terrestres, maritimes et aériens, modernisation des équipements portuaires, etc...

d) Etablir l'indice des prix et de distribution des produits du pays et des matériaux en provenance de l'extérieur, nécessaires à la consommation nationale.

e) Accroissement de la production des industries d'intérêt vital, création ou transformation de nouvelles industries et réduction ou suppression totale des industries d'intérêt secondaire ou superflu.

f) Appuyer et aider économiquement les industries et collectivités peu florissantes mais nécessaires à la communauté.

g) Augmentation maximum du pouvoir d'acquisition du peuple et établissement d'une moyenne de rétribution économique qui permette d'assurer à tous la jouissance équitable et proportionnelle de la richesse, en raison des nécessités d'ordre physique, intellectuel, et moral.

h) Etablir une solidarité économique et financière entre les différentes unités économiques mentionnées, par un apport basé en pourcentage sur la rente réelle.

i) L'installation d'un système de

compensation familiale qui tend à compléter la régularisation des nécessités familiales.

CENTRES DE DISTRIBUTION

Les Fédérations d'industrie et la Fédération des collectivités agrico-pastorales créeront des centres d'approvisionnement, de distribution et de consommation.

BANQUE DE CREDIT INDUSTRIEL ET AGRICOLE

Un organisme bancaire chargé d'effectuer les opérations de crédit nécessaires au développement des Fédérations d'industries et de la Fédération des collectivités agrico-pastorales, sera créé. Cet organisme effectuera également toutes sortes d'opérations à caractère bancaire que le développement normal des activités industrielles, agrico-pastorales, commerciales, comporte.

Le conseil administratif de la banque comprendra des délégations directes des Fédérations d'industrie, de la Fédération des collectivités agrico-pastorales et des conseils d'économie.

MUNICIPALISATIONS

Seront municipalisés : le logement, les spectacles publics, les services de santé, l'eau, le gaz et l'électricité, les transports urbains de voyageurs ainsi que les autres services publics ordinaires.

Quand l'importance des services le permettra, les municipalités céderont leur exploitation aux collectivités industrielles.

INTERETS ETRANGERS

Compte tenu que pour parvenir à la liberté et à l'émancipation du peuple espagnol, nous devons nous efforcer d'être indépendants économiquement de toute interférence déterminante, le Mouvement libertaire espagnol (C.N.T. en France) se propose d'obtenir la restitution de tout ce qui appartient au patrimoine national, moyennant indemnisation le cas échéant.

Dans l'ordre des réalisations pratiques, le Mouvement libertaire espagnol (C.N.T. en France), en tout temps, participera à tous les objectifs essentiels de sa doctrine.

En raison de ce qui a été exposé, nous considérons que le mouvement libertaire espagnol (C.N.T. en France) doit — dans le domaine économique — revendiquer la possibilité de continuité dans les réalisations de type révolutionnaire que créent les travailleurs dans la période 1936-1939, du fait que celles-ci ont démontré l'aspect positif de l'expérience et la viabilité de la mise en pratique immédiate des synthèses contenues dans le présent rapport.

Paris, 12 mai 1945.

Le rapporteur devant le Congrès

P.M.

Traduit de l'Espagnol.

Allemagne de l'Ouest

Après les événements de Stockholm. — L'enlèvement de Lorenz fut une opération parfaitement réussie qui ne coûta aucune vie humaine et eut l'avantage de mettre en lumière certains traits de cet éminent politicien. Mais aurait-il dû se plier à un tel mouchardage et, pour sauver sa peau accepter de ridiculiser l'Etat ? La presse d'extrême droite aurait voulu qu'il se sacrifiât sur l'autel de la patrie... Le grand journal de Hambourg « Die Welt » a demandé à plusieurs hommes politiques s'ils auraient accepté comme Lorenz d'être échangés. Les réponses ont été unanimes ; personne de ces messieurs ne veut mourir. Pour Willy Brandt (S.P.D.), une telle question confirme les doutes qu'on avait sur le sérieux des responsables de ce journal. Schütz (S.P.D.) trouve la question futile ! Strauss (C.D.U.) la considère non judiciaire ! Wehner (S.P.D.) pense qu'il est intolérable de répondre à de telles questions. Enfin Carstens (C.D.U.) déclare que dans les circonstances présentes, pour des raisons personnelles et pratiques, une réponse est inopportune.

Le gouvernement était donc d'accord avec les politiciens ; tout plutôt que la mort d'un de ces précieux individus. Là-dessus, c'est l'affaire de l'ambassade de Stockholm : opération aventureuse qui finit en drame.

Le même gouvernement a estimé que la peau de fonctionnaire de la diplomatie et de citoyens moyens ne valait pas une nouvelle humiliation de l'autorité de l'Etat... et on connaît la suite !

Cette politique de fermeté peut apparaître comme l'affirmation de l'intransigeance d'un Etat pur et dur. Mais les mauvaises langues rapportent deux événements : la décision du gouvernement... et les élections au Landtag de Sarre et de Rhénanie-Wesphalie. On pouvait craindre qu'une partie des électeurs modérés du parti social-démocrate, affolés par la campagne antiterroriste de la presse et de la télévision, votât pour le parti chrétien-démocrate et pour les « hommes forts ». Il est certain que la prise de position du gouvernement a été électoralement payante. La participation électorale a été forte (près de 90 %). L'extrême droite (N.P.D.) et les divers partis communistes arrivant à un nombre dérisoire de voix (de 1 à 1,7 % au total). Le parti libéral progresse et est représenté au Landtag de Sarre. Certes le C.D.U. augmente le chiffre de ses voix, mais le S.P.D. cesse de reculer. La coalition libérale social-démocrate conserve la majorité en Rhénanie et équilibre exactement en Sarre le parti chrétien-démocrate. On peut dire que l'espoir du C.D.U. d'arriver à la majorité absolue au Bundestag devient illusoire ! Que l'homme de la rue se rassure : les social-démocrates savent, eux aussi, être des hommes forts et Noske doit être content dans sa tombe.

Naturellement la répression devient plus sévère. Et la fusillade de Cologne (10 mai) entre policiers et un groupe vraisemblablement de la R.A.F. accroît l'excitation de tous ceux qui réclament la mise hors d'état de nuire des anarcho-terroristes, l'extermination des groupes anarchistes, voire le rétablissement de la peine de mort et la mise en vigueur de lois d'exception. On perquisitionne un peu partout, on emprisonne pour le motif commode de « complicité d'actes criminels » : tel notre camarade Ralf Stein, responsable du journal anarchiste « Befreiung » à

Cologne. Le régime d'isolement devient la règle dans les prisons, où les violences se multiplient, l'absence de soins entraînant parfois la mort d'une femme (Alfred Brunckhard, à Butzbach). Cependant la presse d'extrême droite accuse le gouvernement de mollesse : on estime, dit-elle, à 200 le nombre des « bandits » politiques et il y en a à peine un tiers en prison ! Qu'attend-on pour arrêter les autres qui, pourtant, sont connus !

Toute cette excitation hystérique permet de passer sous silence les dures conditions économiques, le sous-emploi qui en avril atteint 15.601 entreprises et 899.600 travailleurs (chiffres officiels)... sans parler du chômage total. Oh ! les électeurs de Rhénanie n'ont pas à se plaindre : ce n'est qu'au lendemain des élections que les usines Krupp de Michum et de Rheinhausen ont mis en chômage partiel 17.000 de leurs 26.000 ouvriers...

Dans le pays de Bade. — Nos camarades de Neulussheim ont profité des élections pour mener une active propagande antiélectorale : par voie de tracts et de panneaux d'affichage. Ce qui a fort énervé les partis politiques. Il faut signaler que les anarchistes se heurtent ici au groupe K.B.W. (ligue communiste d'Allemagne occidentale) qui est un des trois partis maoïstes existant en Allemagne (un seul est le K.P.P.D.-M.L. étant officiellement reconnu par les dirigeants chinois).

A Karlsruhe, outre l'action antiélectorale, nos camarades ont édité et diffusé à l'occasion du premier mai trois tracts : l'un relatant l'histoire et les origines — tant oubliées ! — du premier mai, un autre de propagande syndicaliste et le dernier d'affirmation antifasciste. Bientôt nos camarades auront l'occasion de faire connaître le point de vue anarchiste : le gouvernement de Bade-Württemberg vient, en effet, de décider d'implantation dans la région de huit centrales nucléaires, à choisir parmi 14 sites retenus par l'administration. On sait que la réaction de la population a été particulièrement efficace à Wuhl où le site prévu est occupé depuis plusieurs semaines ! Deux centrales sont déjà en construction et un des réacteurs à Obrigheim ; près de Karlsruhe, fonctionne depuis peu. Les anarchistes montreront qu'ils sont — dans le domaine écologique — à la pointe du combat.

Répression en Allemagne Fédérale

Le 14 avril, à 4 heures du matin, la police a arrêté notre camarade Ralf Stein de Cologne. Depuis cette date il est incarcéré à la maison d'arrêt d'Ossendorf. Ralf faisait parti de la rédaction collective du mensuel anarchiste « Befreiung » et était responsable de la publication du journal. Il est accusé d'organisation de dépôt d'armes et d'appartenance à une « association criminelle » (paragraphe 129) : tout ceci repose sur les interrogatoires de deux personnes de Cologne arrêtées le 26 novembre 1974. En réalité on ne pardonne pas à Ralf sa participation à la grève des usines Ford en 1973. Depuis cette date il était constamment sous la surveillance de la police. Il n'a participé à aucune action de « guérilla urbaine », mais ce qu'on veut, c'est se débarrasser d'un militant actif. L'arrestation de Ralf fait partie de ce plan d'extermination du mouvement anarchiste allemand, plan qui a pour prétexte l'activité de la R.F.A. A l'heure où s'ouvre à Stuttgart, dans une atmosphère d'état

de siège et de terreur policière, le procès à sensation de l'équipe Baader-Meinhof, il faut s'attendre en Allemagne à une répression de plus en plus dure. Le congrès de la Fédération anarchiste française (17, 18, 19 mai) a affirmé sa solidarité avec nos camarades allemands et réclame la liberté pour Ralf Stein.

Belgique

Massu-la-torture en tournée. — Le bourgmestre socialiste de Horn (près de Mons) et le Nouvelle-Europe-Club avaient invité l'honorable Massu à s'exhiber et à parler à Hornu. Le N.E.C. est un mouvement d'extrême droite, néo-fasciste, groupé autour de la revue mensuelle « Nouvelle Europe Magazine ». Il est soutenu par les gradés de l'O.T.A.N. installés à quelques kilomètres de Hornu et se réunit au club des officiers. La présence de Massu, suscita aussitôt une contre-manifestation d'une centaine de jeunes de diverses tendances et de quelques ouvriers de Hornu. Elle se heurta à d'imposantes forces de protection : 30 paras en tenue de combat, une brigade de flics en civil, 3 jeeps de gendarmerie. Massu se reconverit : la torture est en chômage, il se fait écraiver et orateur.

Intérêts d'abord. — Du 25 au 11 mai se déroula la foire commerciale de Bruxelles : en dépit des déclarations démocratiques, elle accueille les dictatures telles que le Chili, le Brésil, l'Uruguay. Divers syndicats, le comité Chili, et le comité Europe-Amérique latine ont réclamé l'expulsion du Chili de cette manifestation, dénonçant « l'aidé économique et politique apportée à ces régimes dictatoriaux ». Mais le gouvernement belge a fait la sourde oreille, car il doit passer des accords avec le gouvernement chilien (et aussi avec la Colombie et le Venezuela) pour installer dans ce pays des rames de métro.

La Belgique officielle suit de près les événements du Portugal. Van Aal Kthomb, Martens revenus du Portugal le 28 janvier après le congrès du Centre démocrate et social ont fait l'apologie du C.D.S. qui s'est vite révélé un parti de droite. De plus les nostalgiques de l'ancien régime, mêlés à la tentative de renversement du 28 septembre, vivent à Bruxelles et rêvent de recréer un parti libéral portugais puissant. La bourgeoisie belge et la Société Générale voudraient la création d'une démocratie plus orthodoxe afin de réinvestir au Portugal. Les groupes belges ayant des intérêts au Portugal sont nombreux et, dans son n° 1, « Hebdo 75 » en a publié la liste : parmi eux, Petrofina, Solvay, de Laumoy, Sofina, Union financière d'Anvers, Bufa et surtout la Société Générale. La Société Générale a une participation importante dans le Diamang qui possède jusqu'en 1971 le monopole du diamant en Angola. Elle contrôle avec la Cotenag 70 % du coton de l'Angola, a une part prépondérante dans la « Tangayaka Concession Limited » qui contrôle à 90 % les chemins de fer de Benguela, essentiels dans l'économie angolaise. Quant à Petrofina il contrôle Petrangol (raffinage, production et exploitation du pétrole). Faut-il rappeler que le président du conseil d'administration de la « Compagnie réunie de gaz et d'électricité » (Sofina) n'était autre que Adelino Palma Carlos, premier ministre de Spinola jusqu'au coup d'Etat manqué du 28 septembre ? Depuis Car-

los a quitté ce poste, mais ses amis occupent encore des places importantes.

Rappelons qu'en 1969 la Belgique occupait la première place en matière d'investissement au Portugal, le quatrième investisseur étranger. Déjà plaque tournante du trafic d'armes, liée économiquement à l'exécration dictature, la Belgique officielle a bonne mine quand elle parle de démocratie !

L'armée a besoin de terres. — Dans le nord de la province de Luxembourg, à Marche-en-Famenne, l'armée veut installer deux brigades de blindés actuellement en Allemagne, bilan : 2.800 hectares de terres cultivables livrées aux militaires, 67 familles menacées d'expulsion ! Depuis 1972 les paysans luttent avec le « Comité contre l'implantation du camp militaire à Marche » (C.A.C.I.M.). A l'époque le ministre Hanin s'était entendu avec les gros propriétaires pour leur racheter leurs terres à un bon prix, sans tenir compte des petits exploitants. La résistance se manifeste par des meetings, des actions dans Bruxelles, des envois de produits fermiers lors des grèves ouvrières. Malheureusement il y a trop d'indifférence dans la région, les travaux du camp ont déjà commencé et certains paysans ont signé les papiers d'expropriation. Les autres sont décidés à continuer la lutte, mais la solidarité active manque contrairement à ce qui s'est passé dans le Larzac. Cependant le 10 mai 1975 une importante manifestation s'est déroulée organisée par le C.A.C.I.M. et le Comité National d'Action pour la Paix et le Développement. Une pétition de protestation contre le vol des 3.000 hectares pour un camp militaire a recueilli plus de 14.000 signatures : elle réunit agriculteurs, ouvriers, résidents, commerçants, étudiants de la province du Luxembourg, tous également visés par les prétentions de l'armée.

Hollande

Dans le précédent M.L. on avait relaté la lutte des habitants du quartier Nieuwmarkt, à Amsterdam, chassés de leurs logements. Cette lutte continue par l'édification de bâtiments illégaux, de barres construites par les ex-habitants. Les démolisseurs et la police s'y opposaient. C'est ainsi que la police a renversé une façade qui, s'écroulant sur les manifestants, a failli faire des morts. Police et manifestants s'accusent officiellement de tentatives d'homicides ! On a poursuivi et condamné un demi-invalide pour avoir jeté des pierres à la police, ce qui — vu l'état du malheureux — était médicalement impossible.

Tchécoslovaquie

L'épuration permanente. — Nos Marchais et Mitterrand feraient bien de nous vanter l'organisation — oh ! combien progressiste — de l'éducation nationale dans la République populaire tchécoslovaque. A partir de cette année on a réglementé plus sévèrement l'admission des étudiants et des élèves dans les universités et les lycées. Sont admis par ordre de préférence : 1°) les étudiants membres du parti, 2°) les enfants dont le père et la mère sont membres du parti, 3°) les enfants des familles politiquement très engagés, 4°) les enfants d'ouvriers et de paysans, 5°) les enfants dont le père ou la mère est seul membre

du parti, 6°) les autres (s'il reste des places !). Mais il y a mieux : les hautes instances du parti se sont occupées de ces couples mariés dont un des membres appartient au parti et dont l'autre en a été exclu. Il convient d'écartier de toute fonction d'enseignement (ou de toute autre fonction), surtout dans les universités consacrées aux sciences humaines, ceux qui ont l'indécence d'accepter de telles unions. Car on ne peut faire confiance à des individus « Qui n'ont pas su tirer des divergences idéologiques les conséquences familiales qu'elles comportent ».

La police — les services de sécurité ! — ont vu leurs pouvoirs renforcés. Et à Prague elle applique un moyen efficace : les habitants d'un étage sont convoqués tous ensemble à un hôpital, sous prétexte d'une maladie qu'on soupçonne existante, et la police peut alors se livrer à une perquisition en règle, agrémentée de la pose de ces instruments miracles de la science électronique. Qu'il fait bon vivre au paradis marxiste-léniniste et qu'il nous tarde de mettre la chartre de nos libertés rédigée par M. Marchais !

Iran

Les gouvernements de France et d'Allemagne fédérale n'ont que sourire à l'égard du Chah d'Iran : visites et réceptions se succèdent. Que ne ferait-on pour le potentat qui règne sur un des plus grands champs de pétrole du monde ? Récentement on apprenait qu'un groupe de neuf prisonniers politiques avait été éliminé lors d'un transfert de prison à prison, à Téhéran. Le motif est traditionnel : abattus pour tentative de fuite. Ce groupe — le groupe Djazamid — était depuis 1969, après de lourdes condamnations (dont la prison à vie) soumis à un régime de torture pour lui arracher une déclaration de loyauté à l'égard du Chah et de son gouvernement. N'ayant pu vaincre la résistance de ces militants, on a préféré les liquider physiquement.

Les étudiants iraniens de Francfort ont dénoncé dans un tract ce nouveau crime du régime autoritaire et fasciste qui pèse sur la misérable population iranienne : salaires de famine, grèves réprimées féroce par l'armée, il y a deux mois ; le Chah a constitué un parti unique de « Résurrection nationale » et a invité tous ses sujets à y adhérer : sinon « ils supporteront les conséquences de leur refus ».

A la suite de ces neuf assassinats, un groupe d'étudiants iraniens a occupé, le 29 avril, l'ambassade d'Iran à Londres. Occupation faite sans violence pour protester contre la violation cynique de ces Droits de l'homme proclamés par l'O.N.U. Le gouvernement d'Harold Wilson a fait évacuer les étudiants, estimant sans doute que les Droits du Chah l'emportent sur les Droits de l'homme !

Il existe à Francfort un « Cercle de Travail », groupant parents, éducateurs, assistants sociaux qui mène une action tenace en faveur d'une école démocratique et ouverte aux méthodes de progrès et à l'esprit anti-autoritaire. Ce cercle a adressé le 6 mai à Harold Wilson une lettre énergique réclamant la mise en liberté des étudiants arrêtés et surtout la non-communication de leurs noms aux services officiels d'Iran. La grande presse parle sans cesse du pays des Mille et une nuits, des splendeurs de la Perse, mais reste muet sur les forfaits d'un régime qui perpétue les pires agissements du fascisme.

PROCÈS MARINI

Le 24 avril, l'Etat italien célébrait le trentième anniversaire de la Résistance.

La veille, l'anarchiste Giovanni Marini avait été condamné à 9 ans de prison pour s'être défendu lors d'une agression fasciste.

Démocratie ou fascisme, si les qualificatifs changent, la Réaction demeure inchangée.

Salerno, dans cette matinée du 2 avril, paraît en état de siège. Les murs sont couverts d'affiches. Des centaines de gendarmes sillonnent la ville, alors que de nombreux camarades, venus de toutes les régions d'Italie, stationnent devant le portail du Palais de Justice.

A l'ouverture des portes, seuls 60 personnes seront admises, après avoir été soigneusement fouillés.

Marini, menottes aux mains, est amené dans la salle du tribunal. Poing levé, les camarades le saluent dans le silence.

Il est suivi d'une vieille connaissance : Le Ministère Public Zarra, celui-là même qui demanda sa condamnation à 18 ans de prison à Vallo della Lucania...

De suite, la défense de Marini (formée des avocats Spazzali, Piscopo, Pecorella, Terracini, Sotgiu) ouvre les hostilités.

S'appuyant sur des vices de procédures, elle demande l'annulation du procès tenu à Vallo della Lucania.

Cette demande est rejetée par la Cour, qui décidera de réserver sa décision à la fin de la procédure.

Sur ce, le débat est renvoyé au lendemain.

Les 3 et 4 avril. Nouvelles requêtes de la défense : reconstitution des faits de la Via Velia et liberté provisoire pour Giovanni Marini, en application de la loi Valpreda. La Cour, s'appuyant sur la gravité des faits, refuse.

Cette audience se conclut par l'interrogatoire du fasciste Alfinito qui n'ajoute rien à ses anciennes déclarations.

Après quelques jours de suspension, le débat reprit le 9 avril. Après Alfinito et Mastrogianni, Marini est interrogé à son tour. Le Président Napolitano lui pose des questions visant à éclaircir le rôle de Genaro Scariati.

— Marini ne répond pas, se refusant d'impliquer d'une ma-

nière ou d'une autre Scariati dans la rixe.

Le 10 avril, après l'interrogatoire de Pierri (le policier en service à l'hôpital où furent conduits Mastrogianni et Alfinito) qui reconnut qu'il lui fut impossible de les questionner, vu le nombre de personnes qui envahirent l'hôpital pendant plusieurs heures, le débat est clos et le Président donne le feu vert aux plaidoiries.

Elles débuteront le 11 avril, par celles de l'accusation :

L'avocat Mele, Secrétaire du MSI à Salerno et auteur du livre «Marini, une marionnette du système» prit la parole, suivi le 14 avril de Grassire, conseiller général du MSI, dont le discours se termina par «Merci Alfinito, d'avoir toujours dit la vérité, de cette manière seulement tu as honoré ton ami!»

Le 16 avril fut entièrement consacré à Zarra qui, pendant 6 heures, prit la parole pour demander, comme à Vallo della Lucania, 18 ans de prison pour Marini.

Le 17 avril, l'avocat Calabrese, défenseur d'Alfinito, demanda justice!

Finalement, ce fut au tour de la défense. La veille, les fascistes avaient tué un camarade à Milan, Spazzali, qui prit le premier la parole, le rappela : «Je parle en faveur de Marini, et je veux dédier ma plaidoirie à Claudio Varalli tué par les fascistes à Milan».

Torre et Piscopo parlèrent à leur tour, le premier passionné, citant Cafiero, le second, plus juridique, contestant Zarra.

Le 21 et 22 avril la défense et l'accusation prirent tour à tour la parole.

Le 23 avril débuta par un coup de théâtre. Pecorella découvre deux versions contraires dans les certificats médicaux concernant la mort de Falvella. Il demande la comparaison du docteur Guariglia, auteur de ces deux rapports. Lors de son interrogatoire, Guariglia confirma que Falvella avait reçu un seul coup mortel et deux autres superficiels. L'avantage est alors à la défense qui peut rejeter l'accusation d'homicide volontaire.

Et ce débat se termine sur une dernière déclaration de Marini :

«Je déclare être innocent, bien qu'en tant qu'anarchiste, je ne me fasse pas d'illusion sur la justice de classe».

La Cour se retire et six heures après (à 23 h 40) c'est le verdict.

«Au nom du Peuple Italien... Marini est condamné à huit ans de prison pour coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner et un an de prison pour rixe».

Mastrogianni et Alfinito se rendent eux aussi condamné à un an de prison pour rixe.

Marini, poing levé, a crié :

«Camarades, la seule justice est celle du prolétariat.»

Quant aux avocats de la défense, ils recoureront en cassation.

Traduit du compte rendu de Giuseppe Galzerano.

A PROPOS DE QUELQUES CHANSONS

Il y a quelques jours un minet de la chanson s'est balancé d'une fenêtre du sixième étage. Son dernier disque était intitulé «Serres les poings et bats-toi».

Il s'adressait sans doute au bon peuple prolo qui comme chacun sait écoute sagement les conseils des vedettes aux «supertubes».

Beaucoup de sociologues et d'impresarii ont dû fouiller la question du phénomène hit-parade afin de déterminer les raisons qui poussent le public à guetter chez les disquaires la parution d'un de ces fameux tubes, où paroles et musique ne valent pas tripette.

La belle chanson bien tournée dans ses vers et ses mélodies ne rapportent qu'une étiquette au chanteur, celle de gauche ou de droite. Quelque chose de bien fou, c'est forcément quelque chose d'engagé vu qu'il n'y a plus que les politiciens qui font travailler leurs ménages.

Faut-il donc comprendre que l'industrie de la chansonnette bidon est due au désintéressement du public pour des choses graves et réfléchies qui exigent une position constante entre les messages fachos-cocos-curés ?

Est-ce que la chanson ne peut être qu'engagée ou stupide et vide de sens ? Je crois que non. Des ouvriers du music-hall conscients de ces deux classes divisant le

public travaillent à l'élaboration de petites merveilles poétiques bien souvent en effaçant totalement leurs idées politiques et sociales pour ne donner à l'auditeur que deux à trois minutes de recherche littéraire.

Evidemment parler en musique de la vie, de l'amour et de notre environnement exige honnêteté et talent. Manquer de ces deux qualités relève de l'escroquerie. C'est sans doute pour ça qu'au bout du compte on peut ouvrir une fenêtre et enjammer le rebord.

J'ai dit plus haut qu'il existe des ouvriers consciencieux du music-hall, des gens qui n'endorment pas leur public de sornettes et de refrains débiles. Ces gens-là on peut les voir et les applaudir dans nos galas. Comme le mois dernier au gala du groupe Louise Michel où Jacques Debronckart, Jean Hugues et Simone Bartel (1) ont ébloui un public essentiellement composé de jeunes qui savent déjà que à gauche comme à droite l'art ne peut se développer pour le plaisir de tous que s'il repose sur la liberté de créativité et la liberté pécunière.

CARMEN.

(1) Tous leurs disques sont en vente à la librairie Publico.

Georgette RYNER

Avec Georgette Ryner c'est encore un peu d'Han Ryner qui nous quitte.

S'il est vrai qu'un homme vit encore dans ceux qui l'ont aimé et connu, ne disparaît-il pas une fois de plus, à leur fin.

Celle qui s'en va avait vu le jour à Nogent-le-Rotrou le 7 janvier 1895, alors que son père y professait au Lycée de la ville, en l'époque où il écrivait «L'aventurier d'amour». Le lignage de Georgette se manifestait par son goût des lettres, et «Dans la ronde éternelle» paraissait en 1926 aux éditions Lurilot.

Entre ce premier livre et «Adolescence passionnée», souvenirs de jeunesse que «l'Amitié par le livre» éditait en 1969, que d'écrits fournis aux journaux les plus divers, mais tous portés par l'idéal d'un monde où l'homme aurait sa place.

C'est ainsi qu'elle a collaboré tour à tour à «Semeur» journal de culture individualiste animé par Barbé, à «L'en-dehors» d'Emile Arnaud, où elle tint longtemps la critique littéraire, puis, après guerre, à «Ce qu'il faut dire» dont Louvet relança le titre à la libération, à «Liberté» de Lecoq et je ne parle naturellement pas des «Cahiers des amis d'Han Ryner» auxquels elle fournissait de nombreux articles.

Nos lecteurs se souviennent sans doute aussi de notre aimable controverse parue dans les pages de ce journal à la suite d'un article que je consacrais à l'enfant et au sujet duquel elle formulait ses critiques dans un numéro suivant.

Il faudrait parler aussi de la conférence, celle qui nous entretint si souvent de son père et de Danilo Dolci.

cinéma

FRANKENSTEIN JUNIOR

Mel Brooks, qui avait déjà signé «Le shérif est en prison», réussit à nous faire rire avec ce pastiche du film d'épouvante un peu naïf d'avant-guerre. Mais, au-delà du comique, il y a aussi une démythification salutaire du savant, qui s'imagina maître tout-puissant de la vie et de la mort, en un mot surhomme.

Frankenstein Junior, par exemple, rêve d'introduire dans le corps d'une sorte de géant herculéen, le cerveau d'un être de génie, mais le gnome Igor, vieux bouffon malicieux, se mélange quelque peu les pédales et il apporte à son maître le cerveau d'un «ADNORMAL».

Mais ce qu'il faudrait signaler de plus notoire en elle, est son amour de l'enfance et les soins effectifs qu'elle lui consacra, tout au cours de sa carrière, d'abord par ses qualités pédagogiques, et aussi par sa participation à «Terre des hommes» sous l'égide de qui elle alla porter secours aux enfants d'Algérie en 1966.

Pour elle, comme pour tous ceux dont la vie fut remplie, la mort l'a surprise et laisse l'œuvre inachevée.

Parmi les manuscrits restés inédits signalons son livre «Qui êtes-vous mes enfants?» et de nombreux poèmes.

A Louis Simon, comme aux amis d'Han Ryner, qui sont aussi ceux de Georgette, nous adressons notre affectueuse sympathie et saluons une vie si bien et si belle-ment vécue.

Maurice LAISANT

Le résultat est étonnant : c'est une espèce de gros bonhomme, à la fois craintif et redoutable, tant sa force est grande, et notre docteur Frankenstein l'exhibera en public, comme un dompteur le ferait d'un ours ou d'un éléphant.

Alors, on se surprend à imaginer ce que notre civilisation technicienne et technocratique pourrait faire de l'homme de demain : un robot sans cervelle. Ce film, sous une apparence rigolarde, est peut-être bien aussi une mise en garde, un avertissement.

MARTIN.

COMMUNIQUÉ

Nous avons le regret de vous informer de la disparition brutale de notre camarade GEFREFF Roger, décédé accidentellement, le 26 avril 1975 au volant de son véhicule. Il était âgé de trente-trois ans.

Nous perdons là un militant anarchiste très actif, ainsi qu'un anarcho-syndicaliste de valeur. Ce copain laisse une femme avec trois enfants en bas âge : 11, 8 et 2 ans. Nous signalons que le groupe de La Rochelle en accord avec l'U.L.-C.N.T.F. de cette même ville, vont éditer une brochure de poèmes écrits par ce copain, et dont le bénéfice sera donné exclusivement à sa femme et ses trois enfants.

Groupe d'action libertaire de La Rochelle.

La révolte permanente de la jeunesse

par Han Regnell

(Analyse de psychosociologie libertaire à propos du malaise éducatif)

Depuis mai 1968, une tension continue oppose les forces sociales d'évolution aux forces politiques de répression : gouvernement, patrons, éducateurs conformistes. Cette tension est particulièrement aiguë dans les rapports entre la jeunesse et le pouvoir. C'est normal, puisque la jeune génération porte en elle les énergies biologiques et historiques de mutation, qui mettent aujourd'hui en cause un pouvoir politique, économique et éducatif dont les méthodes réactionnaires sont condamnées à la fois par l'évolution sociale, le progrès technique, et par le renouveau des sciences humaines.

En fait, le but de nos classes «dirigeantes» (à l'Est comme à l'Ouest) — se réduit de plus en plus à reculer les échéances révolutionnaires, et à maintenir leurs privilèges le plus longtemps possible, par tous les moyens : la réforme du système éducatif proposée par Haby est un bon exemple de ce genre de manipulation. C'est surtout dans les lycées et dans les universités que se fait de plus en plus dramatique l'opposition entre les forces sociales de transformation et les fantômes du Vieux Monde. Le Vieux Monde, est la mentalité supérieure, où chacun s'enorgueillit de ses petits avantages sur le voisin, et se passionne de fric, d'achats, de situations et d'honneurs. Et le Monde Nouveau, c'est la mentalité égalitaire : on y est bien décidé à se tailler une vie intense, par des relations nombreuses et ouvertes, et des activités créatives. La Nouvelle Société, (la vraie, pas celle de Chaban) c'est un monde égalitaire, où les forts sont là pour aider les autres, et non pour les exploiter et leur enlever tout espoir. C'est une société faite pour s'épanouir ensemble, et non un monde social de loups, organisé pour exciter le désir de posséder, de dominer et d'acquiescer de plus en plus, toujours plus, pour la joie de voir les autres blémir derrière vous. La Nouvelle Société, c'est l'organisation de l'entraide et des ressources collectives... non celle de la compétition sauvage de tous contre tous.

Société de compétition, et société de création - Société des hommes solitaires et société des hommes solidaires - ces deux conceptions du monde s'affrontent aujourd'hui à travers la crise actuelle de l'éducation. Elles opposent le monde épuisé de l'enrichissement bourgeois indéfini et du pouvoir autocratique, au monde naissant de l'expansion coopérative et des échanges créateurs illimités, dans une société autogérée. Et qu'on ne croie pas qu'une société de création et de coopération soit une utopie ! C'est le mode d'organisation qui est exigé par le niveau actuel des connaissances techniques et des interrelations humaines, intensifiées par les télécommunications. Aussi bien l'extension libératrice d'une automatisation généralisée que l'organisation écologique des continents demandent que tous les hommes possèdent les connaissances les plus nombreuses. Il ne s'agit plus aujourd'hui de former sélectivement quelques milliers de cadres à rémunérer grasse-

ment, et quelques centaines de technocrates pour administrer l'Etat au profit des Cent Familles : il s'agit d'éduquer les masses dans leur totalité, afin qu'elles se libèrent et s'auto-organisent, à tous les niveaux, grâce à des connaissances appropriées... Il convient donc d'instituer une Université ouverte à tous, et de remplacer le gavage sélectif par l'encouragement intensif des curiosités et des vocations.

Nous n'avons plus besoin de médecins et de chercheurs de classe, formés au compte-gouttes, afin de maintenir le statut social supérieur de ces messieurs : nous avons besoin de milliers de médecins et de chercheurs qui travaillent par vocation personnelle, et par destination biologique, et qui se contentent du traitement de base qui suffit aux mineurs et aux instituteurs. Or ces exigences de l'espèce en cours de mutation sociale et organisationnelle une aspiration immense de la jeunesse brûle de les satisfaire.

Les buts de vie d'un professeur d'Université sont encore, le plus souvent aujourd'hui, la «carrière», le statut social, le prestige, et l'obtention du plus grand nombre de traitements cumulatifs (postes universitaires et administratifs, postes de chercheur et dans l'industrie... un tas de jobs dont les traitements s'accumulent, tandis qu'on y consacre de moins en moins de temps et d'intérêt...) Quelle «éducation» peuvent dispenser des «professeurs» coopérants, qui gagnent en un mois ce qu'un paysan de la brousse ne gagne pas en dix ans ? La morale implicite de cette antiéducation, la voici : «Eh bien, faites comme nous avons fait : ingurgitez sagement les balivernes des programmes, et vous les dégringotez aux examens, et un jour vous gagnerez autant que nous, dans l'administration, l'enseignement ou les entreprises...»

La révolte de la vie, c'est aujourd'hui la révolte permanente des jeunes. Et cette révolte ne cessera pas, elle s'amplifiera, tant que le système éducatif ne sera pas fondé enfin sur la coopération égalitaire entre éduqués et éducateurs, entre l'école, l'Université et la population. L'éducation authentique, ne peut être qu'une inter-éducation, une co-éducation, un coenrichissement mutuel, organisé par des méthodes sociales appropriées (un O.S. possède aujourd'hui — autant de connaissances spécialisées qu'un professeur d'Université, mais elles ne sont pas du même type, c'est tout). Or les découvertes de la psychologie sociale rendent possible aujourd'hui un système éducatif révolutionnaire, par l'organisation des échanges d'informations et le travail en équipe, sous animateur... Nous en reparlerons. Ces mêmes méthodes peuvent aussi servir la vraie révolte, celle qui nous occupe aujourd'hui.

LA REVOLTE CREATRICE

A l'abandon et au dégoût que répandent les programmes et les méthodes d'enseignement, comment répondent les «enseignés» ? Certains réagissent par l'inertie, la passivité hostile, parfois la fuite dans la drogue.

D'autres passent à la révolte. Mais ici il y a deux voies : la révolte grégaire, qui est impulsive, et la

révolte libertaire, qui est lucide.

La révolte grégaire, chez les jeunes ou les adultes, suppose l'identification à un Modèle collectif et massifiant. Elle incite à l'obéissance aux mots d'ordre, à l'engagement dans la discipline d'un parti, à la croyance aveugle dans une idéologie de masse. La révolte grégaire satisfait le révolté par la satisfaction immédiate de s'identifier à un parti, à un sigle, à une doctrine représentant pour lui la vérité absolue. Cette révolte est un danger, dans la mesure où elle sert les ambitions de candidats au pouvoir d'Etat, qu'ils veulent conquérir par récupération des masses révoltées : «Suyez-vous ! Adhérez ! Vous accroîtrez notre puissance. Nous voulons détruire le pouvoir bourgeois !» Mais on ne dit pas qu'on vise à remplacer ce dernier par un nouveau pouvoir d'Etat, capable à son tour de réprimer les immenses possibilités de création et d'autogestion du peuple.

La révolte libertaire est à l'opposé de la révolte grégaire. Elle est lucide. Elle sait, par exemple, que l'éducation par gavage sélectif est une fonction essentielle de l'Etat oligarchique et autocratique, qu'il se dise libéral ou (faussement) révolutionnaire. L'Etat autoritaire a un besoin vital d'une éducation sélective, qui rétrécisse les chances, par compétition solitaire, afin que sa machine hiérarchique et disciplinaire maintienne son équilibre figé grâce à un socle solide de castes stratifiées : OS, employés, payans, cadres, directeurs, patrons, gouvernants...

C'est pourquoi la révolte libertaire tend à l'organisation immédiate d'une éducation autoéducative et coopératrice. Le but de cette éducation, c'est l'élevation du niveau général des esprits. La répartition des fonctions et des postes se faisant par organisation spontanée dans les systèmes productifs autogérés, à partir des possibilités et de l'expérience de chacun. Grâce à un système d'auto-organisation et d'inter-éducation, l'Université par exemple, trouverait aussitôt son équilibre. Les enseignants ne seraient plus affectés à telle tâche d'après leurs relations, leurs diplômes truqués, le copinage politique ou la provenance sociale, comme cela se fait aujourd'hui. Nous reparlerons un autre jour de l'organisation éducative libertaire. Nous dirons quelques mots pour finir sur l'apport actuel de la psychologie sociale à la révolte non grégaire des étudiants et des éducateurs révolutionnaires.

Nous avons présenté par ailleurs un Historique de la dynamique des groupes, cette science sociale nouvelle, qui introduit l'action anarchiste dans une ère nouvelle (A consulter : dans la rue - LA RUE - de mars 75 - L'auto-gestion et la dynamique des groupes). Nous ferons observer simplement aujourd'hui que la révolte grégaire et la révolte libertaire se distinguent dans leur action dès le niveau du groupe de base. La révolte grégaire cristallise tout de suite dans des groupuscules idéologiques reliés à une organisation centralisée, à un modèle idéologique, imitant ainsi le schéma militaire de l'entreprise,

de l'armée ou de l'administration d'Etat. C'est surtout par identification à l'Image grégaire de l'Organisation que l'adhérent se sent effectivement intégré à l'action collective, manipulée par ailleurs par les organes directeurs.

Au contraire, la révolte libertaire cristallise dans des groupes de base constituant de petites unités autonomes, comme la cellule vivante dans l'organisme. Et l'engagement de l'adhérent n'implique plus l'identification à tel parti, à tel idéal absolu, à tel but a priori. Il s'agit d'un engagement purement actif, humanitaire et relationnel, dans un groupe de base où l'adhérent réalise immédiatement ses facultés de coopération et de création. L'appartenance à un groupe de base libertaire introduit donc dans le rapport social complet, dans la relation égalitaire et solidaire qui sera le tissu vivant de l'ordre social dans la société libérée de l'avenir.

Le groupe de base issu de la révolte grégaire est l'instrument d'une révolution mythique et abstraite, conduite par des leaders nationaux ou internationaux, c'est-à-dire par de nouveaux maîtres, un nouveau sacerdoce, déjà un nouveau pouvoir d'Etat, un germe d'Etat autocratique.

Au contraire, le groupe de base libertaire, c'est la société révolutionnaire déjà vécue en elle-même, ici et maintenant, entre des hommes libres de tous les absolus. Ces hommes libres participent entre eux à une expérience de base révolutionnaire, sans se référer à un absolu politique ou idéologique a priori ; leur seule référence, c'est la recherche du fonctionnement naturel de leurs tendances égalitaires et coopératives. Or cette façon d'agir de la révolte libertaire trouve aujourd'hui des arguments et des moyens nouveaux — extrêmement efficaces — dans les découvertes sociales les plus spectaculaires de la dynamique des groupes. Voici quelques-unes de ces révélations, dont la plupart n'auraient pas surpris les penseurs libertaires :

1) le niveau social vivant, là où l'individu est capable d'accomplir ses capacités sociales créatrices, ce n'est pas l'Etat, ce «monstre froid», ce n'est pas la famille, trop fermée, ce n'est pas l'entreprise, ce n'est pas l'Eglise, ce n'est pas le parti, c'est le petit groupe concret, dont les membres se connaissent, ont des rapports affectifs et coopératifs, c'est la commune, le quartier, l'atelier, le groupe de base non doctrinaire.

2) Une découverte capitale vient confirmer l'importance du groupe concret : celle de la fonction formatrice et éducative de ce groupe (10 à 15 personnes, sous animateur non directif). La formation au rapport solidaire et coopératif se répand aujourd'hui dans les groupes d'évolution, les groupes de rencontre, de recherche sociale, etc.

3) La critique sociale découvre alors dans l'effacement des groupes concrets la cause des sociétés grégaires qui ont introduit l'histoire sur le chemin des conflits et des violences. Avec l'apparition des Etats, l'individu s'est trouvé dé-

tourné de son intégration sociale normale : c'est comme si la vie s'était enfermée, à son origine, dans des rassemblements de cellules entourés d'une carapace rigide. Il n'y aurait pas eu d'évolution, pas de transformations des espèces. Ainsi, les Etats sont devenus des monstres rigides de plus en plus énormes, mais il n'y a pas eu d'évolution sociale organique...

4) Il en résulte qu'une évolution sociale libératrice ne peut avoir lieu qu'à partir des groupes concrets retrouvés. C'est à partir des groupes de base constitués par le soulèvement libertaire des masses qu'une société nouvelle pourra s'édifier.

On en conclut que le travail politique, l'action révolutionnaire à accomplir, n'est pas seulement idéologique, elle est aussi psychosociologique, c'est-à-dire relationnelle, auto-organisationnelle.

Ce qu'il faudrait donc pouvoir édifier, c'est la théorie et la pratique — non pas d'une société mythique, ou d'une révolution imaginaire — mais la théorie et la pratique du groupe social de base.

Jean Rostand a écrit : «Expliquez-moi la cellule dans le détail, et je vous expliquerai toute l'évolution de la vie à partir de la cellule à l'homme.» (En effet, toute l'évolution de la vie a pris son départ dans les premières cellules, il y a quelque trois milliards d'années.) Or on pourrait transposer ces paroles dans le domaine de l'évolution sociale, et dire : «Si on pouvait édifier une théorie et une pratique du groupe social de base, et de l'action coopératrice de base, dans ses coordonnées énergétiques complètes, affectives, économiques et créatrices, du coup nous constituerions le principe à partir duquel la société égalitaire et créatrice peut prendre son départ, à travers les milliers d'années.»

Les principes innovés du système social d'Etat sont les suivants : directive autoritaire, division pour régner, d'où la compétition des castes et des classes ; éducation par gavage sélectif ; solidarisation de l'effort, par la hiérarchisation des postes ; élitisme, cabotinage et culte de la personnalité, en politique, dans les arts, etc. Enfin exploitation scientifique des faiblesses des masses, par l'éducation à l'arrivisme, au goût des compétitions, de la violence et des combats, qui détournent de la vraie curiosité et de la vraie culture.

La réponse à cette entreprise formidable de répression des énergies sociales de création et de coopération, c'est l'auto-organisation des forces de coopération dans les groupes de base, c'est la recherche permanente des méthodes auto-organisationnelles, et c'est la réflexion continue sur les moyens d'éveiller chacun à son besoin de créer et de coopérer.

Han REGNELL.

Ouv. à consulter : Mathilde Niel «le Mouvement étudiant, ou la Révolution en marche», revue LA RUE, mars 1975. «L'Autogestion et la Dynamique des groupes», par Han Regnell - Roger Mucchielli «La Dynamique des groupes», éd. ESF.

LE TRENTIÈME CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Le trentième congrès de notre Fédération anarchiste s'est déroulé à Vendôme, petite ville de province au passé historique dont les maisons se reflètent dans le Loir, rivière tranquille qui semble avoir échappé à la pollution. Il a réuni cent cinquante délégués représentant tous les groupes du pays. Le programme était chargé et, en dehors des travaux qui ont trait à l'administration de notre mouvement, cinq questions importantes étaient à l'ordre du jour : le syndicalisme, l'antimilitarisme, la crise économique, l'écologie et enfin les rapports de notre organisation avec le mouvement anarchiste international.

La présence au Congrès d'un secrétaire confédéral de la C.N.T. donnera une dimension nouvelle aux résolutions sur les luttes syndicales. Elle va permettre aux anarcho-syndicalistes, quelle que soit la Centrale à laquelle ils appartiennent, de définir ensemble les moyens d'actions, d'unifier leurs efforts face à une crise économique qui n'est pas une crise d'adaptation du régime capitaliste libéral, mais une crise organique dont il crèvera. Le Congrès a réaffirmé sa volonté de voir s'installer à travers un moyen de lutte défini par la Fédération anarchiste, la grève gestionnaire, une économie autogérée où seront supprimées toutes les différenciations de classes.

Les jeunes militants qui par leur nombre et par leur fougue dominent le Congrès, ont réaffirmé leur anti-militarisme militant. Ils ont proclamé leur méfiance envers des militaires qui, comme les curés, se camouflent derrière une phraséologie de circonstance. Et le Congrès les suivra car, comme eux, il refusera de se laisser prendre aux mirages des généraux républicains et des prêtres révolutionnaires, car ceux-ci au cours de l'histoire ont suffisamment donné de preuves de leur souplesse d'adaptation aux circonstances économiques et politiques, pour que le mouvement révolutionnaire dénonce leurs palinodies actuelles.

Ce qui fut un instant important de ce Congrès, ce fut la définition par les membres d'une commission active et compétente de notre Fédération, des multiples aspects du combat écologique que nous devons mener. Le problème n'est pas simple, les anarchistes qui, bien avant que le mot ne devienne à la mode, ont posé le problème des rapports de l'homme et de son environnement, se sont ces derniers mois étroitement associés aux regroupements importants et souvent spontanés qui se sont développés en dehors et souvent en opposition avec des politiciens enchaî-

nés par leurs intérêts électoraux et attentifs à récupérer cette force neuve qui s'exprimait à travers le pays. Leur présence, a constaté le Congrès, empêchera que l'action écologique se cantonne dans des actions purement morales, sentimentales, émotionnelles mais elle fera qu'au contraire elle débouche sur un prolongement économique et social qui lui donnera sa vraie dimension qui est une dimension de classe.

Si nos Congrès ont pour tâche d'examiner le travail de l'année qui vient de s'écouler et de déterminer les perspectives d'avenir, chacun d'entre eux se distingue des précédents par un thème central qui lui confère son originalité. Le Congrès qui vient de se terminer a été marqué par une clarification de nos rapports avec les organisations anarchistes du monde entier. Et il ne pouvait pas en être autrement car tous les problèmes examinés par nos assises, qu'il s'agisse de l'économie d'oppressions, ont des ramifications à l'échelon international à travers une lutte des classes qui a dépassé les frontières. Et en ce sens, la présence au Congrès du secrétaire général de l'Internationale des Fédérations anarchistes, notre camarade Umberto Marzocchi, revêtait une signification particulière à une époque où toutes les Fédérations membres comme nous de l'Internationale, préparent activement leur troisième Congrès mondial.

Mais ce Congrès restera important dans l'histoire de notre mouvement pour une autre raison. Nous venons d'assister à l'arrivée aux responsabilités nationales d'éléments jeunes formés dans nos groupes et qui tout naturellement viennent assurer la relève de ceux qui avaient, d'abord dans la clandestinité, puis aussitôt après la guerre, assuré la reconstitution de la Fédération anarchiste. Ils apporteront, nous en sommes sûrs, à notre organisation un sang nouveau, une vivacité d'esprit, un sens des réalités qui lui permettra de se continuer dans ses principes tout en se transformant dans ses moyens, ce qui est, sans aucun doute, une nécessité pour se continuer dans un monde dont la transformation incessante assure la pérennité. Ils en ont les moyens intellectuels, notre mouvement anarchiste leur donnera les moyens matériels, et les circonstances qui évoluent avec une rapidité un peu déroutante leur permettront de déployer des qualités que le Congrès a su déceler chez eux.

La Fédération anarchiste vient d'avoir trente ans, son histoire qui reste à écrire, a été secouée par les soubressauts qui agi-

taient la société économique de classe. Elle a dû faire face à des situations difficiles. Elle a su résister à bien des assauts, c'est une enclume qui a usé bien des marteaux. Elle sort de son Congrès, (un tiers de siècle c'est long) rajeunie et fortifiée, elle va de nouveau repartir pour porter l'anarchisme plus haut, plus loin, sans en altérer la signification profonde, non pas en allant grappiller des idées chez les autres, mais en tirant de son sein les éléments de son renouvellement.

Maurice JOYEUX

MOTION DU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Les camarades réunis dans ce 30^e congrès de la Fédération anarchiste à Vendôme, les 17-18-19 mai 1975, se prononcent en faveur d'un moratoire concernant l'industrie nucléaire, certains qu'ils sont qu'une étude sérieuse sur le problème nucléaire conduira obligatoirement à sa condamnation :

- Elle nécessite un tribut annuel de morts reconnu par le rapport de la Commission de Genève.
- Elle n'est pas rentable sur le plan énergétique.
- Elle ne crée pas l'indépendance, puisque la production d'uranium nous vient pour une grande part de l'étranger.
- Elle nécessite une société centralisée, contrôlant la circulation des produits radioactifs, et donc le renforcement d'un Etat, parasitaire et policier.
- Elle est utilisée pour produire le plutonium 239 nécessaire à la fabrication des bombes, (à l'inverse des autres sources d'énergie non choisies par l'Etat, bien que plus économiques, parce qu'elles ne peuvent avoir qu'une utilisation pacifique).

Le congrès s'associe aux grévistes de la faim, Pierre BRESSY, Georges KRASOWSKY,... qui, au péril de leur vie, réclament le moratoire et un débat passant sur les chaînes de la TV et de la radio, dont les opposants au nucléaire seraient désignés par les mouvements écologiques.

Il leur adresse la pensée fraternelle de tous les participants.